

# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 35 – février - avril 2013



**À l'affût** Aéroport niet, tronçonneuses niet ! 2 **Radio blaireau** 3 **Les militaires s'engraissent** 4  
**Lubrification sociale** Syndi-quoi ? 5 **Capitalisme à la poubelle** Marcuse dans le coma  
6-7 **Le régime des bétonneurs** Vinci à la trappe 8-9 **Oil ou... oc** La Calendreta sur le  
grill 10-11 **Lutte des femmes** Péripatétiéglaouque 12-13 **À la soupe** Hyper alternatifs 14-15  
**Poètes comptant pour rien...** 16-17 **Coups de gueule** Amen ! 18-19 **Mauvaises**  
**lectures** 20-21 **Revue de crise** 22 **Rendez-vous** 23 **La der des der** 24

9<sup>e</sup> année  
**PRIX LIBRE**

## Aéroport de Notre-Dame-des-Landes création du comité ZAD23



*Dans toute la France, l'opposition à la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes s'organise. En Creuse, parallèlement au groupe de soutien existant déjà sur le Plateau, le comité ZAD23 s'est créé en décembre dernier.*

### ZAD 23 : Qui sommes-nous ?

Il a été constitué un Comité local de soutien à la lutte contre la création de l'aéroport de Notre-Dame des Landes (près de Nantes), ainsi que contre tous les « grands projets inutiles » et le système qui les sous-tend. Ce comité regroupe des habitants de Creuse, membres ou non d'organisations syndicales, de partis politiques ou d'associations.

Solidaires de ceux qui luttent sur place :

– Nous sommes résolument opposés à tout projet démesuré, écologiquement irresponsable, économiquement et socialement non-viable, au service des intérêts privés, de la mégalomanie des décideurs et de la boulimie des actionnaires.

– Nous dénonçons la violence d'État : d'une part dans la façon dont les gouvernants imposent un projet (démagogie, falsifications et autres duperies), d'autre part, dans les moyens répressifs qu'ils emploient face à ceux qui y opposent argumentation fondée et pacifisme.

Si la violence d'État est légale, la résistance est légitime.

– Nous sommes pour un aménagement équilibré des territoires et une agriculture de qualité adaptée à son milieu. Dans cet esprit, nous sommes ouverts à toute proposition alternative et non énergivore. Les générations futures y ont droit.

Notre Comité informera la population de notre département. Il agira, en s'appuyant sur les médias, et en liaison avec les comités existants, interpellera élus et décideurs politiques pour les amener à renoncer à tout projet de ce type. Enfin, dans son soutien, il s'impliquera autant que possible de façon matérielle et humaine.

*Pour rejoindre le comité :*

*zad.23@hotmail.fr ou 05 55 62 46 31*

*Pour se tenir au courant des actions*

*prévues : <http://zad23.forumactif.fr/>*

*Pour s'informer plus en détails sur ce dossier et son actualité : [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org) ou [acipa.free.fr](http://acipa.free.fr)*

## Massacres à la tronçonneuse



ON AVAIT VU SE FAIRE ABATTRE il y a quelques années les hêtres de bord de route sur le Plateau, entre Felletin et Millevaches.

Depuis, chaque fois qu'il neige il y a des congères sur la route, mais le reste du temps les camions grumiers ne sont plus gênés par les arbres...

En bordure de route à grande ou moyenne circulation, petit à petit, tous les arbres ont disparu. Vive les camions !

Et puis on quitte les grands axes, et voilà que le massacre à la tronçonneuse s'étend sur les bords des petites départementales.

Au nom de quel principe de précaution, de risque zéro ou autre règlement bureaucratique s'arroge-t-on le droit de couper des arbres centenaires dont le seul tort est de pousser ou d'avoir été plantés en bord de route ? Le mot « élagage » a-t-il disparu de notre langue ?

MARIE-ANGE

## Creuse-Citron et ses lecteurs

LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE DERNIER le collectif Creuse-Citron avait proposé une rencontre à ses lecteurs et diffuseurs, au Fabuleux destin à Aubusson.

En tout une petite vingtaine de personnes se sont retrouvées, des citronnistes et des lecteurs mais pas de diffuseurs. Voici les quatre commentaires principaux qui en sont ressortis et les éléments de réponse apportés.

– Le journal ne donne pas assez de place aux infos locales : c'est vrai, nous essayons pourtant, mais n'y arrivons pas toujours, peut-être par manque de professionnalisme et de disponibilités.

– Le journal ne serait pas assez « participatif » : nous recevons très peu de courrier de lecteurs et peu de lecteurs étaient présents à cette réunion, alors que le journal est très lu localement, avec près de 1000 exemplaires papier diffusés.

– Certains articles sont difficiles de lecture : nous faisons beaucoup d'efforts pour être lisibles par tout le monde, mais nous ne voulons pas tomber dans le modèle de la simplification outrancière que nous donnent beaucoup de médias (journaux, télé, Internet) où une phrase plus complexe que « sujet / verbe / complément » est bannie. Nous n'avons pas comme référence le pape qui est capable de faire des homélies sur Twitter en 140 caractères maxi. Et puis chaque participant au journal a son propre style, plus ou moins apprécié par les uns ou les autres, mais c'est la marque d'un individu, d'une personnalité, chose primordiale pour nous.

– *Creuse-Citron* n'a pas de page sur Facebook : outre la réticence définitive que nous avons à participer à ces prétendus « réseaux sociaux », notre journal ne vise qu'un ancrage et une existence locale, nous n'avons aucune autre ambition.

Voilà, nous sommes ouverts à toutes vos contributions et particulièrement aux infos locales.



## La voix de son maître

DANS UNE RÉUNION MILITANTE, début décembre, je tombe sur une pétition qui circule pour défendre un emploi de journaliste à France Bleu Creuse : « *Protégeons France bleu Creuse. Protégeons notre radio de service public. Le 30 novembre dernier, la direction de Radio France annonçait à l'équipe de France Bleu Creuse la suppression d'un poste de journaliste. L'équipe passe de 7 à 6 journalistes à compter du 7 janvier 2013. Conséquences : fin des retransmissions sportives et du Mag des Sports à compter du 1er janvier 2013, et moins d'informations locales dans vos journaux.* »

Au moment où j'écris ces lignes, 8 janvier au matin, musique en continu sur France Inter, c'est la grève : je bascule sur France Culture pas un mot au bulletin d'info de cette radio de « service public » ! Pourtant tous ces journalistes partagent la même maison et obéissent au même patron.

Qu'il s'agisse de la couverture du mouvement des chômeurs à Guéret en 1998 ou du mouvement de défense des services publics en 2005-2006, France bleu blanc rouge Creuse a toujours fait la preuve de son orientation ultra-libérale (voir *Creuse-Citron*, n° 8).

Les seules fois où nous avons pu utiliser cette radio pour parler sans être muselés ou détournés, c'est à l'époque du Forum social limousin et ce n'est pas une journaliste qui nous laissait la parole,

mais une « animatrice », les journalistes et la direction lui reprochant de marcher sur leurs plates-bandes.

Quand nous ouvrons le Fabuleux destin à Aubusson et demandons à cette radio de se faire l'écho de notre programmation, la réponse est claire : il nous faut devenir partenaire et apposer le logo de la radio sur toutes nos annonces ! Depuis quand celui qui diffuse de l'info réclame-t-il une contrepartie ?

Mais, dans notre système politique, que signifie une « radio de service public » ? Si ce n'est une radio étatique, c'est-à-dire la voix de son maître. Prétendre qu'il puisse y avoir un service public de l'information, c'est supposer qu'il puisse y avoir une information objective. Pour prétendre diffuser de l'info, il faut d'abord avoir la franchise de ses idées et l'honnêteté d'affirmer ses pré-supposés idéologiques et politiques.

En Creuse, hormis les débuts de Radio en Marche en 1982-83, le vent de liberté des radios libres n'a pas soufflé longtemps, alors qu'ailleurs des dizaines de radios associatives, à vocation locale, sociale et culturelle, en marge des logiques commerciales, ont lutté pour maintenir leurs activités.

Aujourd'hui, sept postes de journaliste pour produire cinq minutes d'infos toutes les heures, avec au minimum 50 % de faits divers, quelques dossiers et un maximum d'infos sportives, c'est pas les

cadences à Radio tracteurs ! Et si ce sont les retransmissions sportives qui doivent faire les frais d'une suppression de poste, ce n'est pas moi que ça peinera, persuadé que je suis que le sport est une invention géniale qui lie indissolublement la religion et l'idéologie fasciste. Déjà que je ne crois pas aux pétitions, c'est pas celle-ci que je vais signer.

PATRICK FAURE



### Commentaire d'un citronniste qui participe à Radio libertaire

Le rôle de la propagande médiatique dans le fonctionnement de nos « démocraties » est central. Bien peu de « journalistes » se rebellent et ceux-là sont virés ou « placardisés » (nous en avons quelques-uns qui animent des émissions sur Radio libertaire). Les grèves sont le plus souvent corporatistes et n'essaient pas d'utiliser l'antenne pour faire passer autre chose que la soupe habituelle (il est vrai que ce serait un *casus belli*, vu l'importance de ce moyen de décervelage).

De mon point de vue, la seule grève ayant réellement conduit à des réflexions sur le rôle des médias est celle de l'ORTF en 1968. Les échanges étaient d'autant plus intéressants qu'ils étaient ouverts à tous. J'ai personnellement participé à « l'Opération Jéricho », qui a vu pendant une semaine les soutiens aux grévistes défiler tous les jours auprès de la Maison Ronde. Ce fut l'occasion de discuter avec quelques animateurs de cette grève, qui nous ont encouragé à créer nos propres moyens d'information. Je me souviens même de Roger

Louis, réalisateur à la télévision, qui était prêt à nous donner ses cars de reportage pour créer une télévision libre ! Bien entendu tous ces dangereux individus ont été virés après le retour de « l'ordre républicain ». Plus modestement, j'ai ensuite participé à la création de Radio libertaire...

Dans un certain nombre de pays, le développement des radios libres est bien plus important qu'en France. C'est le cas par exemple en Amérique Latine (radios communautaires notamment) où elles accompagnent et prolongent les mouvements sociaux.

D'ailleurs, en ce moment, les résistants Zadistes (à Notre-Dame-des-Landes) envisagent de développer le rôle de Radio Klakson qui pirate localement Radio Vinci autoroute (107.7 MHz).

Pour la prochaine révolte sociale en Creuse, l'occupation et la réutilisation de Radio-France Creuse, un objectif pour les citronnistes ?

SERGE

## 4 - à l'affût

### Plus de droit de passage à travers le camp de la Courtine ?

Le camp militaire de La Courtine (Creuse) occupe, 6 300 hectares, dont un « village de combat » (l'armée s'y entraîne à mater les révoltes urbaines)<sup>1</sup>. C'est l'un des camps d'entraînement militaires les plus utilisés de France particulièrement pour ses champs de tir et pour les combats en zone urbaine. La fréquentation du camp est en pleine expansion (en 2011, 400 000 militaires<sup>2</sup> y ont manœuvré, il y a eu 260 jours de tir et 251 jours d'utilisation du village de combat).

Mais face à la croissance des besoins d'entraînement (l'armée ne connaît pas la crise), les militaires s'y sentent à l'étroit.

Ce qui les gêne surtout, ce sont les deux routes départementales (D25 et D29 reliant La Courtine à Magnat l'Étrange et à St-Agnant près Crocq) qui traversent le camp et dont ils souhaitent la cession à l'État pour pouvoir les fermer à la circulation civile. Récupérer ces routes, cela constituerait une extension de fait du camp et comme ça l'armée serait maîtresse chez elle, à l'abri du regard des civils.

Cela fait vingt ans que cette histoire dure et une réunion récente vient de la remettre sur le tapis ; l'armée n'a pas l'air de vouloir lâcher le morceau, elle a les moyens de graisser la patte aux élus pour racheter ces routes. Ce n'est pas le gouvernement pacifiste et anti-sécuritaire de la France-à-flics qui va freiner ça.

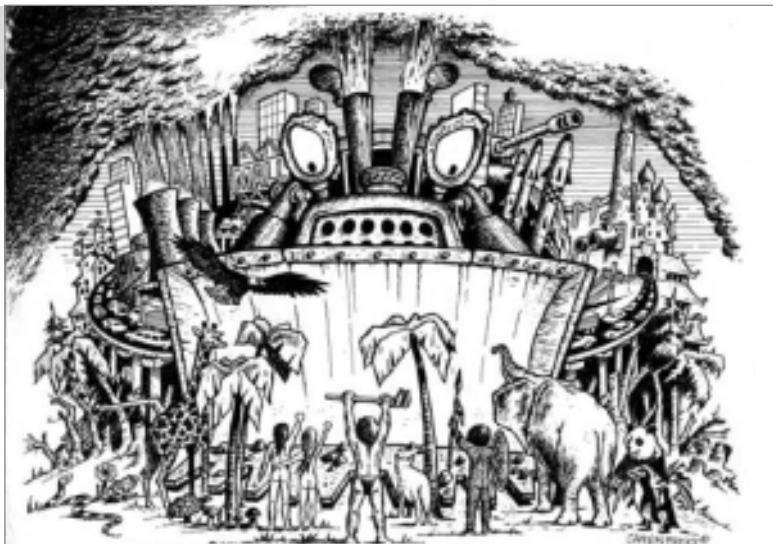
Sans une mobilisation de la population il est à craindre que ce petit projet très inutile et très néfaste voie le jour rapidement. Contre cette privatisation du bien commun par des assassins légaux et salariés, soyons donc attentifs à toutes les infos sur ce sujet pour être prêts à agir.

P.F.

1. C'est la même chose dans le camp de Canjuers (Var) où les villages expropriés lors de l'extension du camp dans les années soixante-dix, qui servaient de cibles, ont été restaurés pour l'entraînement au combat de rue.

2. Utilisant : 2 600 000 cartouches, 592 roquettes, 109 missiles, 7 821 grenades, 14 308 obus et 1 653 kg d'explosifs !

Heureusement qu'on est en paix !



### Encore un projet tordu !

UN CENTRE D'ENGRASSEMENT BOVIN doit ouvrir à Saint-Martial-le-Vieux à l'été 2013. Une cinquantaine d'éleveurs creusois et corréziens se sont regroupés pour créer la Société « Alliance Millevache » (financée à hauteur de 1,6 million d'euros par le ministère de la Défense<sup>1</sup>). Ils relèvent, soi-disant, le pari de se lancer dans l'engraissement en zone de montagne.

La superficie des installations devrait être de 23 000 m<sup>2</sup> sur quatre parcelles de 63 300 m<sup>2</sup>. La capacité d'accueil du centre sera de 1 000 bovins placés dans 2 bâtiments d'élevage et devrait générer la production de 1 420 taurillons engraisés à l'année sachant que 240 à 260 jours d'engraissement maximum sont fixés par bête.

Selon le rapport d'enquête d'utilité publique<sup>2</sup> : « L'idée était de prendre une part de marché au monopole actuel de l'Italie dans ce domaine en réduisant tous les circuits existants, en permettant un développement économique local et, par là même, en diminuant l'empreinte carbone globale générée par cette activité ».

Voyons voir, deux questions simples se posent :

- Comment seront nourris ces animaux ? Avec une production fourragère et céréalière locale ? Impossible vu le nombre d'animaux. « Nous allons contractualiser avec nos fournisseurs. Le maïs viendra de Basse-Corrèze, les tourteaux de colza de Creuse et la paille de Limagne », indique André Alanore, directeur de la chambre d'agriculture de la Corrèze, qui pilote le projet depuis trois ans. Il omet de dire que la chambre d'agriculture de Corrèze a commandé la mise en culture de ray grass dans les Landes et en Gironde ! Ainsi l'aliment principal, le foin enrubanné, arrivera en camion de l'autre bout du pays.

- À qui est destinée cette viande ? Une filiale d'Intermarché (la Société d'abattage vendéen), s'est engagée à acheter chaque année 1 400 bêtes (c.a.d. toute la production). Le PDG explique : « La demande de viande explose dans certains pays. Nous avons décroché des contrats de l'autre côté de la Méditerranée. Nous sommes engagés, en Turquie, en Tunisie, à Dubaï, en Libye, en Égypte et nous avons besoin d'un approvisionnement sécurisé. » Pour finir le tableau, il faut ajouter que les veaux seront acheminés vivants par camions à Vitry (Ille-et-Vilaine) où ils seront abattus, avant que leurs carcasses ne traversent la Méditerranée en avion.

Pour l'empreinte carbone, on est au top.

Ne parlons pas des risques environnementaux, les services de la Préfecture, dans un rapport émettant de sérieuses réserves<sup>3</sup>, ont conclu finalement (on pourrait dire, comme toujours) que le projet était « globalement peu impactant pour le milieu concerné ». Et pourtant, un détail parmi d'autres, en attendant la mise en service d'une hypothétique usine de méthanisation à Ussel, ce sont quand même 10 000 tonnes d'effluents d'élevage qui seront épandues localement !

Ne parlons pas non plus de création d'emplois : il n'y aura que 3 salariés, 1 technicien agricole et 2 ouvriers qualifiés.

Mais c'est quand même un projet moderne : les deux bâtiments d'élevage seront recouverts de panneaux photovoltaïques (5 380 m<sup>2</sup>) !

P.F.

1. Ministère de la Défense, dossier de presse, 1er février 2012.

2. Rapport d'enquête d'utilité publique, 26 octobre 2012.

3. Préfet de la région Limousin, Centre d'engraissement bovin, 29 juin 2012.



## Le syndicalisme en question

### Notes dans le prolongement des discussions organisées par la CNT de Roanne

*Les 9 et 10 juin 2012, à l'occasion de son entrée à la bourse du travail de Roanne, la section locale de la Confédération nationale du travail (CNT, organisation anarcho-syndicaliste) a organisé une série de discussions autour d'une question prenant la forme d'un paradoxe : « défendre les salariés et combattre le salariat ? » Il s'agissait de soulever les problèmes posés par l'écart entre les objectifs révolutionnaires affichés par la CNT et la réalité de la situation des travailleurs auxquels elle s'adresse. Ces problèmes ne sont pas nouveaux : ils sont constitutifs de l'anarcho-syndicalisme. Ils n'ont cependant fait que s'accroître avec la modernisation de la domination économique et les échecs révolutionnaires du XXe siècle.*

L'ANARCHO-SYNDICALISME, tel qu'il s'est constitué au siècle dernier, postule que le syndicat est un moyen privilégié pour une transformation révolutionnaire de la société et la base de son organisation future.

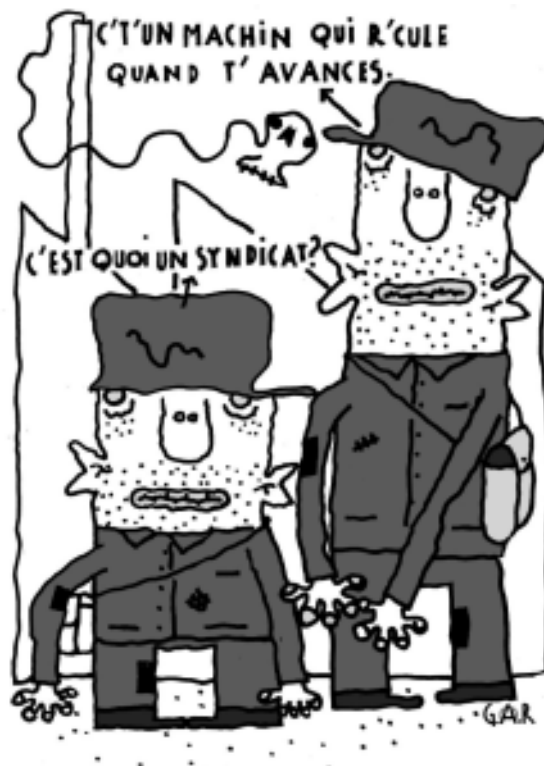
Quelle qu'ait été la justesse de cette idée dans le contexte du début du vingtième siècle, elle se heurte aujourd'hui au fait que la quasi-totalité de l'appareil productif est devenue inutile ou nuisible à la vie telle qu'on peut souhaiter la mener. Si l'on ajoute à cela la dimension aliénante du travail et du salariat, on comprend la saine réaction de fuite qu'ils provoquent chez beaucoup de gens dans les milieux libertaires.

Cela dit, cet état de fait ne favorise guère le travail syndical, ni l'implantation, les liens affectifs, les discussions ou la connaissance précise des conditions de travail qu'il nécessite. On peut par ailleurs s'interroger sur l'intérêt même d'un tel travail s'il n'y a, en fait, rien à sauver, ou si peu, dans les branches de pseudo-métiers concernées.

Si la représentation qu'on peut se faire d'une société meilleure implique le démantèlement, pur et pas si simple, d'une partie de l'appareil productif (et des infrastructures de transport et de distribution qui l'accompagnent), ainsi qu'une réorientation de sa part récupérable, et une réappropriation (voire une réinvention) des savoir-faire indispensables qui ont été perdus, alors c'est la tâche que doit poursuivre toute organisation d'individus s'intéressant aux activités productives, syndicat ou non.

Il est évident qu'une telle évolution correspondrait à la disparition d'une bonne part de ce qu'on désigne habituellement sous le terme « syndicalisme ». Elle apparaît cependant nécessaire si l'on

souhaite conserver, non pas le nom de la chose, mais le but qu'elle poursuivait à une époque donnée, dans des conditions historiques particulières très différentes de celles que nous connaissons; avant, mettons, que les principaux syndicats ne deviennent de simples outils de régulation de l'exploitation de la main d'œuvre et de gestion des conflits sociaux.



L'intérêt d'une organisation centrée sur l'activité professionnelle salariée, aujourd'hui, serait essentiellement de développer un discours sur les branches d'industries où elle est active, qui expliquerait leur caractère nuisible et la nécessité de leur disparition ou de leur transformation radicale. Elle aurait alors toujours pour tâche de défendre les inté-

rêts immédiats des salariés, mais redéfinis d'après cette perspective, tout en menant une réflexion sur des moyens de désertion qui dépassent l'acte individuel isolé, ou sur la reconversion éventuelle de certains lieux de production, etc.

Ce n'est évidemment pas le plus simple à réaliser et on n'en voit pas le début d'une prémisse de commencement... Les usines ferment, pourtant, et manifestement sans espoir pour les salariés de retrouver du travail; mais ils se mettent en grève, quand il est trop tard, en comptant sur les délégués CGT pour démontrer, contre l'évidence, que tel site automobile est utile, ou du moins pas totalement superflu.

Si, donc, ce n'est pas d'abord vers les salariés qu'on se tourne, c'est vers les autres qu'il faut le faire, en cherchant à soutenir la mise à distance du salariat dès à présent, et les initiatives pour transformer le mode de production capitaliste industriel. De quelle façon ? C'est ce dont il faudrait parler collectivement, dans des groupes de personnes décidés à discuter de leurs besoins et des moyens de les satisfaire, en évitant quand c'est possible les relations économiques. Les obstacles innombrables qui se dresseraient alors constitueraient en eux-mêmes un sujet d'étude à part entière. Ils permettraient aussi de désigner beaucoup plus sûrement que les spéculations abstraites les nuisances principales auxquelles il faudrait s'attaquer, d'abord et avant tout parce que, des pollutions de tout ordre au marché du foncier, elles empêchent les gens de prendre leurs affaires en main.

F. G., DE LA CNT ROANNAISE

Texte paru dans le n° 10 de *L'Invendable*, journal de critique sociale en Roannais (99, av. de Paris 42300 Roanne : [linvendable@laposte.net](mailto:linvendable@laposte.net))

### À propos de *La Liberté dans le coma* du groupe MARCUSE



EN 2004 LE GROUPE MARCUSE (Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie) publiait « *De la misère humaine en milieu publicitaire* »<sup>1</sup> aux éditions La Découverte. Écrit dans le contexte de divers mouvements de contestation de l'époque (notamment de sabotages de panneaux publicitaires), ce texte se proposait, à partir d'une analyse approfondie de la publicité, de son histoire, de ses acteurs et de son rôle central dans l'économie contemporaine<sup>2</sup>, d'en arriver à une critique générale du système social à qui elle est désormais indispensable : la « société de consommation », ou pour mieux dire la « société bureaucratique de consommation dirigée » (selon la formule précise proposée par Henri Lefebvre dans les années 1960).

L'ambition du livre était de démontrer qu'on ne peut se contenter de dénoncer la publicité comme un excès ou une nuisance, évitable dans le cadre de notre organisation sociale. On ne peut séparer ainsi un bon et un mauvais côté de la production/consommation de masse.

Si l'on veut bénéficier des facilités, des divertissements, et de la forme d'abondance que procure notre société, alors il faut accepter ce qui va avec, et notamment l'omniprésence de la propagande publicitaire et son incompatibilité avec l'indépendance de conscience, la liberté individuelle, et donc une démocratie authentique.

LE GROUPE Marcuse vient de signer un nouveau livre remarquable aux éditions La Lenteur, qui s'attaque à une réalité au moins aussi brûlante et décisive que la publicité, et dont la critique est plus rare et plus difficile : l'identification électronique (biométrie, puces RFID) et plus généralement les « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (NTIC), et l'informatisation/numérisation toujours plus poussée de la société.

Les différentes parties de l'ouvrage s'efforcent de saisir quels processus historiques et quelles forces sociales sont responsables du déferlement actuel de ces technologies, et responsables aussi de la passivité ou de l'adhésion que ce déferlement rencontre.

#### Contrôle ou bureaucratisation

Comme l'expose la préface de l'ouvrage, à peu près tous les discours publics un tant soit peu crédibles sur l'identification électronique, ou l'informatisation en général, reconnaissent la prolifération menaçante des fichiers, les menaces sur la vie privée, etc. Mais les mêmes discours de gauche vantent à côté de cela (comme tout le monde) les avantages extraordinaires que représenteraient l'informatique et l'Internet pour « la démocratisation du savoir », la communication universelle et la convivialité, quand ce n'est pas carrément pour la sauvegarde de la biosphère, la fin des dictatures et l'embellissement de monde. En conséquence de quoi ces critiques plus ou moins timides n'ont à peu près aucune conséquence.

Il est indéniable que les « nouvelles technologies » correspondent à un développement vertigineux du contrôle, notamment policier, de tous les aspects de notre vie. Cependant, on ne peut absolument pas se contenter de ce premier niveau de la critique. Cette dimension du contrôle n'est ni la seule, ni même la plus importante à avoir à l'esprit.

La première partie de l'ouvrage est constituée d'une étude historique mettant en parallèle le développement depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des techniques « pré-informatiques » puis informatiques de production et de traitement de « données », et le développement simultané des grandes organisations chargées de l'administration et de la gestion des

sociétés modernes de plus en plus massifiées.

L'étude recense les tendances sociales qui concourent à l'accroissement progressif de ces technologies : qu'elles soient liées au développement de l'État moderne, qu'elles soient économiques et liées au développement du capitalisme et des grandes entreprises, ou qu'elles découlent des idéaux progressistes de rationalisation, de quantification, et de maîtrise technique.

Elle illustre que ce n'est pas tant une intention policière qui motive ce développement que la nécessité technique de gérer le plus efficacement possible des masses humaines toujours plus importantes et un système social et de production toujours plus complexe.

À l'origine des premières tentatives de recensement systématique de la population américaine puis d'automatisation du traitement des fichiers, on trouve par exemple la volonté d'organiser rigoureusement les élections des autorités politiques du pays ; ensuite ce sera pour organiser l'aide sociale aux plus démunis, puis coordonner les chemins de fer, puis gérer les flux de marchandises de la grande distribution, etc.

Quelques décennies plus tard, il y a quelque chose d'irréel à accorder trop de place dans son analyse au contrôle policier, alors que le développement des « réseaux sociaux » constitue la dernière étape en date de la numérisation du monde, où chacun se met à nu devant la mégamachine de façon parfaitement volontaire.

Mais qu'auraient-ils donc à faire d'informations particulières concernant nos petites vies d'atomes perdus dans les statistiques ? C'est la gestion des masses, des nombres, dont ils ont besoin ; certes toujours plus finement subdivisées, catégorisées en sous-groupes particuliers, à l'infini de la puissance de calcul de leurs machines.

Les auteurs réfutent donc l'idée qu'on pourrait séparer un bon et un mauvais côté de l'informatisation.

Ils nous rappellent que la nature et la fonction de l'ordinateur est de transformer, de réduire, des « objets » réels avec leurs qualités multiples et pluri-voques, en données univoques et strictement quantifiables.



Et ensuite, grâce à cette réduction, à cet appauvrissement, de pouvoir les traiter, les manipuler automatiquement. Tel est donc le principe de l'informatique, et la source, le préalable à sa puissance et à son développement extraordinaire : réduire le réel en données puis manipuler ces dernières ; bref faire des fiches et des fichiers, de plus en plus vastes, complexes, puissants.

Il est donc absurde de penser pouvoir distinguer une informatique avec ou sans fichage : elle est essentiellement un fichage techniquement équipé et « auto-proliférant ».

L'essai du groupe MARCUSE synthétise de manière équilibrée les différentes critiques précédemment formulées à l'encontre de la numérisation. Mais c'est la bureaucratisation du monde qu'il met en avant comme tendance centrale de l'époque contemporaine, dont l'informatique est désormais l'un des vecteurs et l'une des formes principales.

La bureaucratie, comme toutes les réalités sociales décisives (qu'il s'agisse de l'État, du capitalisme, du spectacle, ou de la société industrielle) n'est pas du tout une chose simple que l'on puisse expliciter en quelques lignes – mais comme pour chacune de ces notions, on peut en pressentir l'influence, pesant sur nos têtes, à toute heure du jour.

À l'encontre des fausses évidences ressassées par les médias, la bureaucratisation n'est pas nécessairement synonyme de la « grisaille centralisatrice et pauvre » du vieux stalinisme : avec la consommation de masse et le « réseau », elle a certes un peu changé de tête ; ce livre nous aide à décrypter son nouveau visage, et donc à comprendre ce qu'elle est réellement, essentiellement, par-delà ces diverses manifestations historiques et mutations.

### Le monde dans lequel nous vivons

Il n'est rien de plus difficile que de mettre une distance critique et des mots clairs sur ce que l'on connaît et vit quotidiennement, sur ce qui, en somme, nous constitue, ou constitue en tout cas une part croissante de notre expérience quotidienne ; ce pourquoi, sans doute, le plus visible, le plus aveuglant dans notre vie est aussi ce que l'on entend le moins décrit et critiqué.

C'est à ce type de savoir, essentiel, que nous convie la deuxième partie du livre : non plus une étude historique, mais une

analyse de notre présent plus concrète, plus « phénoménologique » qui tient à la fois de la critique de la vie quotidienne, de la psychologie collective et de la réflexion « éthique » sur la définition de la liberté.

La place manque pour en faire ici un exposé méthodique, mais il importe de relever au moins ceci : en essayant de recenser les formes de la dépossession sous le règne de l'informatique, les auteurs utilisent le « nous » pour parler des contemporains dépossédés : ils ne s'affirment pas beaucoup plus libres, vis-à-vis de toutes ces machines, que ces contemporains.



Trop communément, ceux qui critiquent les formes concrètes de la vie que nous menons en arrivent rapidement à prôner telle ou telle réforme individuelle : « utiliser » ou pas Facebook, le téléphone portable, Internet, l'ordinateur, la télévision, la voiture, le supermarché, etc.

La question n'est évidemment pas sans intérêt : si l'on est convaincu que l'informatique et les « NTIC » sont nuisibles de tous côtés que l'on regarde, il est parfaitement raisonnable d'essayer de les maintenir le plus possible à distance de soi ; par principe, par auto-défense. Mais ce n'est qu'une petite partie du problème, qui dépend de beaucoup de circonstances particulières, personnelles.

La question centrale est autre : le monde en cours de numérisation est notre monde, que nous le voulions ou non. La question est : pourquoi, et comment, s'y opposer.

Ce qui ne dispense pas, évidemment, de rechercher, autant que faire ce peut, la cohérence à titre personnel : on n'en pensera que mieux, que plus librement.

Le livre se conclut par une tentative de trouver des pistes d'interventions pour lutter contre la numérisation et son monde, sans sous-estimer ni l'ampleur de la tâche, ni notre extrême faiblesse. Il re-

vient sur diverses tentatives d'opposition de la dernière décennie (contre les OGM, la biométrie, la Commission nationale informatique et liberté, contre le fichier Base-élèves ou le puçage des animaux d'élevage) pour tenter d'en tirer des leçons pour la suite (des documents sur ces oppositions sont réédités en annexes). Il renvoie ainsi dos-à-dos citoyennisme et insurrectionnalisme pour leur inconscience et cherche à définir une autre voie, étroite mais praticable, pour « empêcher le monde de se refermer » : d'abord se dresser, là où on se trouve, contre tel ou tel projet de développement particulier. Avec comme perspective à moyen terme, « la création de brèches dans le consensus au sujet [...] des nouvelles technologies [...] et la diffusion de pratiques d'insoumission à leur encontre » ; et comme perspective à long terme, « un mouvement de désobéissance générale aux injonctions bureaucratiques et technologiques incessantes » permettant que se constitue « des espaces de discussion et de conflit autour de la question de la liberté ».

CÉDRIC

1 - Ce titre est une allusion à l'un des plus célèbres textes de l'Internationale Situationniste : *De la misère en milieu étudiant*.

2 - Pour preuve du caractère central de ce rôle, l'étude de MARCUSE rappelle le budget de la publicité au sens large dans les économies modernes, et tout autant la proportion de la population qui travaille plus ou moins directement pour la pub, le marketing ou la « vente ». Elle aide également à comprendre que notre société de masse, avec la production à l'échelle démesurée que nous connaissons, a besoin pour fonctionner d'organiser strictement, de planifier, non seulement la production des marchandises, mais également leur « écoulement », leur consommation par les différentes clientèles. C'est bien à cela que servent le marketing et consorts : il faut que les marchandises soient consommées là et quand cela a été prévu. La liberté de choix du consommateur est une illusion subjective.



### Guerilla days

***L'actualité est généralement désespérante: triée par une agence qui balance la même bouillie prémâchée à toutes les gazettes, elle ne nous apprend jamais que ce dont on se beurre le coquillard. Il est fastidieux de faire le tri entre le futile, l'inintéressant, le faux et le putassier, dans quelque quotidien qu'on mette le nez.***

PARFOIS l'Actualité, bien malgré elle, met le doigt sur quelque chose de dense, de POLITIQUE. S'intéressant aux déboires d'un chantier pharaonique et inutile, comme il y en a des pelletées de par le monde, elle ne peut faire autrement que passer en revue les forces en présence: une multinationale qui compte parmi les plus puissantes du monde, une poignée de paysans et de totos qui jouent aux guerres indiennes. L'enjeu? 5 000 hectares de bonne terre nourricière et fertile.

L'écu, je refuse absolument de m'y intéresser, tout comme au piteux Hagelsteen, ci-devant préfet du pays de Loire et employé par Vinci pour se charger de la concession de l'aéroport. Certains humains sont à vendre et d'autres pas. Les premiers encomrent ce qu'on appelle assez improprement la vie politique. Ils ne font pas honneur à l'espèce humaine, qui par ailleurs est capable de peindre le port de Delft, voire de partir en guerre, pieds nus et la fleur au fusil, pour défendre les pâquerettes contre le béton. Ce qui est, à notre époque, l'un des seuls combats valables, pertinents et CONCRETS. Pourquoi? Parce que c'est un des seuls qui ne se trompe pas d'ennemi.

Le Droit est du côté de Vinci. On pourrait même dire que le Droit est taillé sur mesure pour Vinci. Le Droit a toujours été l'instrument des gros cupides minoritaires qui ont inventé le pouvoir pour s'assurer la légalité de leurs opérations les plus dégueulassement illégitimes. Par légalité, entendez: ce qui sera défendu flingue à la hanche par les forces de l'ordre d'un État de Droit (Droit conféré par les suffrages qu'on trait au peuple, afin d'en faire son beurre).

Les robocops, en fonçant dans le tas des Indiens, se montrent sous leur jour authentique de forces d'occupation, comme l'équipe surdimensionnée de culottes de

peau et de flics nigériens et français déployés autour de la mine d'uranium d'Arlit, propriété d'Areva et chantier de Vinci en terre nigérienne. Ou les néonazis main dans la main avec la flicaille dans la forêt de Khimki, non loin de Moscou, autre chantier de Vinci qui colle de l'urticaire aux riverains. Ici ou là-bas, grossièrement là-bas, de façon plus nuancée ici, les États ne sont que les porte-flingue des multinationales, lesquelles appellent «dérégulation» le dégueulis de règlements coercitifs qu'elles crachent comme pépins de pastèque par le biais d'organismes parfaitement illégitimes mais qui ont mis les États à leur botte, OMC et pantins dérivés comme l'UE.

Il y a plusieurs solutions au racket mondial qui saigne à blanc les menus peuples, et aucune ne passe par les États. La proposition la plus rigolote qui passe par l'État que j'aie lue récemment, dans un petit fascicule de certains membres d'Attac qui s'opposent à d'autres sur le concept de démondialisation, est celle de Sapir. Je ne résiste pas au plaisir de passer le joint: la solution pour la Grèce consiste d'une à répudier sa dette, de deux à réquisitionner la Banque centrale de Grèce pour qu'elle fasse fumer la planche à billets («illégal mais techniquement possible»). Après quoi, les créanciers cocus de la dette grecque seront trop contents de récupérer ce pognon interdit qui, après tout, ne se distingue pas du pognon légal, même si c'est très vilain. Le déficit budgétaire ainsi escamoté, il n'y aura plus qu'à réemprunter à des taux acceptables et roule ma poule. Il y a des économistes qui vous réjouissent, de Maris première mouture (il a vieilli, hélas!) à Lordon en passant par Sapir, le plus drôle. Le problème, c'est que toutes ces institutions qu'on peut retourner comme des flinguots ont une tendance lourde à servir Dassault plutôt

que Geronimo, pour le dire en images, et que les hommes de pouvoir ont une affection immodérée pour le manche. On peut supposer que si Charlot avait le pouvoir, il donnerait à bouffer à tout le monde. Mais ce qui définit Charlot, c'est qu'il n'a pas le pouvoir, que le pouvoir est étranger à sa nature, et que vouloir l'y amener évoque irrésistiblement la fameuse rencontre fortuite, sur une table de dissection, d'une machine à coudre et d'un parapluie: c'est beau, c'est déjà mort. Trouver un politique qui ait envie de faire ce que suggère Sapir, voilà l'utopie.

Il vaut mieux s'adresser au Bon Dieu qu'à ses saints, au Parrain qu'à ses porte-flingue. Cette putain de terre, en ces temps de capitalisme déliquescents, est du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest à la curée des charognards, qui ne font plus dans le détail et éventrent, défoncent, déportent, bétonnent, sous n'importe quel prétexte du moment que ça donne lieu à de substantiels déplacements de monnaie. La mondialisation aura eu cet avantage de transformer la terre entière en territoire colonial et de soumettre tous les peuples à des plans d'ajustement structurel plus vachards les uns que les autres. À la bonne heure, au moins on sait où on habite et sur qui il faut tirer: principalement les multinationales comme Vinci, qui nous tondent par le biais des Partenariats Public-Privé (la puissance publique délègue de titanesques projets d'infrastructures, hostos, taules, routes, aéroports, rocadés, à des squales monstrueux qui se paieront ensuite sur la bête, c'est-à-dire l'usager. La puissance publique, pour peu qu'elle soit justement défrayée de son dévouement aux multinationales, est prête à vendre père et mère, lacs et rivières, peuple cul nu si on le lui demande gentiment). Cheux nous, les PPP datent de 2004. Comme disent les méchants, en ces temps



*(Les noirs jouent et gagnent  
chaque fois qu'ils en ont envie.)*

de crise, c'est une façon de dissimuler de la dette en la changeant en crédit, crédit que devront payer jusqu'à la fin des temps et pour les siècles des siècles les enfants des enfants de nos enfants. Car cette dette ainsi planquée est évidemment souscrite à notre nom à nous tous, ramasse-miettes que nous sommes. Prisonniers de ce bordel international, nous alignerons les passes jusqu'au jugement dernier pour rembourser la Madame. Et les taules, il faudra les remplir, et les hostos, il faudra les équiper de compteurs à chaque lit, et on n'a pas fini de banquer pour se déplacer. On assiste déjà à des arrangements croquignoles, comme à Honfleur où l'Hôpital public, la clinique privée de Dauville et le centre de cardiologie ont été regroupés dans le même bâtiment construit par Vinci. La gestion des urgences étant commune, chaque blessé qui rapplique est féroce disputé entre les deux instances. Non seulement l'hosto paie un loyer prohibitif à la polyclinique, mais en plus chaque fois qu'un patient emprunte un couloir privé pour aller au bloc, en radiologie ou au labo, il doit acquitter un droit de passage. À Orléans, Vitalia s'est fait botter le cul par les salariés et le directeur de l'Agence régionale de santé, et est partie avec son PPP taillé en pointe construire une clinique privée ailleurs qu'à l'hôpital public.

Mais le pain s'accumule sur la planche, et réclame des troupes fraîches : Vinci fait aussi débile que l'aéroport de Notre-Dame-des Landes, c'est le stade des lumières à Lyon, chantier monstrueux qui exproprie nombre de culs-terreux pour accueillir l'Euro 2016. La commission d'enquête publique a rendu son avis sur ce projet en 2010, elle déplore et s'indigne. Elle est mignonne, la commission d'enquête publique. Les travaux de terrassement ont commencé. En tout cas ça nous éclaire sur l'utilité de quoi pour qui : en 2006, le Grand Lyon achète (déjà!) des terrains à des paysous entre 7 et 14 € le m<sup>2</sup>. En avril 2011, il cède une trentaine d'hectares à l'Olympique lyonnais pour 40 € le m<sup>2</sup>. Après quoi, quelques mois après, le Conseil communautaire du Grand Lyon



révise le PLU, faisant grimper le prix au mètre carré de cette bonne glèbe à 300 €. 200 millions d'euros pour des terrains chopés six mois plus tôt 22 millions, c'est ce qui s'appelle faire la culbute ! Les associations opposées au projet manquent totalement d'humour, elles parlent d'entente illicite, d'abus de pouvoir, de détournement de fonds publics, de favoritisme et de recel de favoritisme. Et bin, avec quoi vous voulez payer Vinci, vous ? On le sait qu'ils sont pourris jusqu'à la moelle, c'est bien pour ça qu'on les a pas élus, qu'on les élira jamais. Ils nous ont vendus jusqu'à la quinzième génération. Ils ne sont même

pas nos ennemis, juste les chiens de nos ennemis. Haro sur Vinci ! Haro sur Total, Bouygues et Bolloré ! Les vrais souverains qu'il urge de raccourcir, c'est eux. Le reste, c'est Sapir qui le dit, n'est qu'une affaire de jeux d'écriture – mais le mieux serait de balancer les Tables de la Loi au bouillon une bonne fois pour toutes. Il suffirait d'abolir toute propriété qui ne soit pas d'usage et de péter le monopole de la monnaie, pour commencer.

Mais bon, ce que j'en dis... J'y connais rien, c'est juste pour rigoler.

LAURENCE BIBERFELD

## La Calendreta lemosina ou quand la Libre Pensée se trompe d'ennemis...

*Après avoir obtenu, à juste titre, la condamnation de l'État dans l'affaire du financement public des Ostentions limousines, la Libre Pensée vient de s'en prendre à des subventions perçues par la Calendreta Lemosina, école d'immersion occitane basée à Limoges.*

LA CALENDRETA fait partie d'un réseau d'écoles laïques assurant un enseignement public en occitan. Mais au-delà d'être une simple école défendant une langue traditionnelle, c'est aussi et avant tout une école défendant une pédagogie active.

C'est ainsi que les enfants sont réellement impliqués dans l'école et dans sa gestion à travers des assemblées, que les contrôles traditionnels sont remplacés par des passations de ceintures (comme au judo), que l'enfant a le choix dans ses activités ou encore que les nombreux projets menés par l'école ne la limite pas au bachotage qui tend trop souvent à gagner les cours des écoles publiques.

Et que dire du fonctionnement entre enseignant-e-s ? Ils se réunissent en *amasadas federales* et *confederales* afin de décider de ce que doit être le projet des Calendretas. Ce langage faisant directement écho au syndicalisme est bien à sa place dans le mouvement des Calendretas.

Cette pédagogie revendiquée par la Calendreta est issue du mouvement Freinet. C'est une pédagogie sociale élaborée au cours du <sup>xx</sup>e siècle sur le mot d'ordre «Changer d'école pour changer le monde, changer le monde pour changer l'école»... Le propre de ces pédagogies est que, quels qu'en soient leurs instigateurs et instigatrices (Freinet, Faure, Ferrer, etc.), elles ont toujours dû se construire en dehors des écoles publiques. En effet, l'État avait bien compris que leur but d'épanouir l'enfant pour en faire un

être libre allait à l'encontre de ses intérêts et cela n'a jamais favorisé son expansion.

D'ailleurs, aujourd'hui, les écoles utilisant ces pédagogies sont bien rares dans l'enseignement public et ce n'est généralement que quand la moëlle révolutionnaire en a été vidée au profit d'un «bénéfice pédagogique» qu'elles obtiennent quelque soutien de l'institution.

D'autre part, alors que l'occitan est enseigné dans les écoles publiques dans de nombreux départements du Sud-Ouest, rien n'est fait localement par l'Éducation nationale, même si les enseignant-e-s de Haute-Vienne peuvent obtenir l'habilitation à enseigner l'occitan dans leur classe. L'institution n'assurant donc pas son rôle pour la pratique de cette langue, on peut considérer que le Conseil général s'y substitue partiellement à travers cette subvention.

Si on peut comprendre que la Libre Pensée vérifie les subventions accordées par le Conseil général, il nous semble qu'en la situation elle le fait comme un véritable contrôleur de gestion et non comme une organisation à visées philosophiques ou politiques.

«Être libre penseur, c'est avant tout la liaison entre liberté et rébellion», dit le site de la Libre Pensée. Cette belle phrase nous semble aujourd'hui aller à l'encontre de cette attaque contre les financements d'une école qui espère mener des enfants sur le chemin des femmes et des hommes libres...

### Occitan a l'escala ?

#### Fau 'visar chas los vesins

L'occitan ? Le patois, quoi... aaah, d'accord ! Une langue, quoi... juste une langue millénaire, écrite avant le français, langue des troubadours (dont bon nombre limousins), inscrite profondément dans les noms de lieux, dans le français parlé ici, la même langue que celle parlée dans 33 départements du sud de la France, en Italie, dans le Val d'Aran en Espagne (où elle est langue officielle), la même que celle qui fut parlée dans les cours européennes au Moyen-Âge, langue des documents officiels



ciels à la même époque, la même que celle qui est aujourd'hui enseignée dans de grandes universités aux quatre coins du monde...

Mais pas dans nos écoles ! Au moment où la Calandreta Lemosina subit les attaques mal renseignées d'une association pourtant plutôt fréquentable en général, il semble important de rappeler le sort réservé à l'occitan dans notre académie...

Pour faire simple, l'académie de Limoges est un désert pour l'enseignement de l'occitan à l'école, malgré les textes officiels en vigueur.

En effet, en 2006 a été créé le Conseil académique des langues régionales, censé se réunir deux fois par an. Son rôle (consultatif) est de participer à la réflexion sur l'enseignement des langues régionales, sa mise en œuvre, sa promotion (!), etc. Or, dans notre académie, il ne s'est tout simplement jamais réuni !

Nous n'avons bien sûr pas de conseiller pédagogique dans ce domaine, aucune offre de formation... Rappelons qu'ici, lorsqu'on évoque l'enseignement des langues (au pluriel, oui oui !), il y a le choix entre l'anglais... et l'anglais (voir les propositions d'animations pédagogiques ou le plan de formation). Il existe bien une personne «ressource» en occitan en Haute-Vienne, mais il semblerait que son existence soit bien cachée, ►►

## Cinq minutes de pause...

ACCODÉ devant la machine à café, je rêve en sirotant mon jus d'chaussette. Je me laisse bercer par les bruits venus de l'atelier, et mon imagination insolente fait le reste...

Assis dans le fossé au bord de la route, je regarde l'étrange ballet incessant de mes congé-



nères. Les fourmis travailleuses s'agitent dans tous les sens et déplacent des montagnes, sous l'œil omniprésent et perspicace des gardiens de la paix. Je constate, sans grand étonnement, que bien des individus s'épanouissent dans la docilité et la servitude.

L'obéissance est une qualité reconnue. Ils gobent leur infâme pitance avec gourmandise. Ils avalent les couleuvres officielles d'une seule traite, cul sec, comme le trou normand, puis ils rotent et s'excusent en se léchant les babines. J'en demeure fasciné.

Essayez donc de les libérer de leurs chaînes, ils vous demanderont poliment des pelotes de fil de fer et des aiguilles, afin de s'en tricoter de nouvelles encore plus solides. Les laisses, les clôtures électriques, les garde-fous, les GPS, c'est vraiment pratique; ça évite de s'écarter du droit chemin, de s'égarer dans l'inconnu et, au final, de sombrer au fond de ces précipices vertigineux qui guettent les rêveurs et autres utopistes.

C'est tellement bon de sentir le collier autour du cou, et le regard bienveillant du maître, sévère mais juste, qui distribue équitablement les coups de bâtons aux uns et les épiluchures de carottes aux autres. La sanction d'une main et la récompense de l'autre, telle est la force des dresseurs d'animaux de cirque. Et malgré tant de

bons soins, si ces ingrats se mettent à grogner, donnez-leur

un os à ronger: un Noir, un Basané, un plus pauvre qu'eux, pour qu'ils s'usent les dents et foutent la paix sociale.

Subjugué par le spectacle, et n'y tenant plus, je me lève, j'applaudis et me mets à braire de toutes mes forces. Je suis devenu une bête de somme sans fardeau à traîner, sans ordre à exécuter; pourtant, je n'en suis pas plus libre pour autant.

Devenu un marginal, je marche lorsque les autres courent, je regarde lorsque les autres font, je divague lorsque les autres se promènent. Les forçats de la vie me montrent du doigt et me traitent de bon à rien. J'entends leur cri de colère: «Allez va bosser, feignant! Toi aussi va rembourser la dette!»

...

La pause se termine, je retourne à mon poste. Le café a parfois un drôle de goût.

STÉPHANE



» même aux yeux des équipes de circonscription... Rappelons que chaque académie concernée se doit normalement de proposer un enseignement en langue régionale.

Voilà pour ce qui concerne le côté «officiel» de la chose.

Dans les faits, il faut au moins reconnaître qu'il n'y a pas «d'interdiction officielle» de s'approcher de l'occitan... Le nuancier des comportements de l'institution varie selon les lieux et les moments d'une bienveillante ignorance à un dédain à vocation dissuasive. Dans cette palette fade, vous ne trouverez par contre pas d'enthousiasme, d'encouragements, d'incitations ou même de début d'envie de petite bonne volonté... En gros c'est: «Si vous voulez faire de l'occitan, faites-en,

mais ne comptez pas sur les institutions pour vous y aider.»

Quelques rares documents dans les différentes bibliothèques, rien au «point langues» ah ah! point de langues?), bref rien n'est fait pour aider les écoles à proposer une approche, une initiation ou un enseignement de l'occitan.

Quelques initiatives individuelles sont malgré tout menées, et quelques rares écoles bénéficient de l'aide (précieuse) du milieu associatif, en particulier l'IEO Lemosin (Institut d'Estudis Occitans dau Lemosin) par le biais de l'intervention d'un animateur dans quelques écoles du PNR (Parc naturel régional) Périgord-Limousin. Il semblerait que dans ce domaine, nos chers IEN (Inspecteurs-trices de l'Éducation nationale), DASEN (Directeurs-trices Académique des ser-

vices de l'Éducation nationale) ou autres recteurs et rectrices, montrent moins d'empressement qu'à l'accoutumée pour faire appliquer des textes officiels...

Un petit coup d'œil dans les académies voisines (particulièrement Bordeaux et le site Cap'ac, ainsi que Toulouse et Montpellier) leur permettrait de mesurer l'insondable néant dont ils sont responsables. En effet, ces académies ont des conseiller-ère-s pédagogiques en occitan, voire des maîtres et maîtresses itinérant-es, et un espace dédié sur les sites académiques.

Syndicat des travailleurs de l'Éducation (STE) CNT Limousin  
in La Grille de l'Éduc, n° 8



## Le système prostitutionnel Facette complexe du patriarcat

«Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel»

Rencontre-débat avec les auteures : Hélène Hernandez et Élisabeth Claude  
organisée par le cercle Gramsci de Limoges



VOICI UNE AIDE BIENVENUE à la réflexion sur la «liberté»; argument souvent invoqué: je suis libre de me prostituer, je suis libre de porter le voile, etc. Un choix, la prostitution? Un choix, rester à la maison pour faire le ménage, la cuisine? S'occuper des enfants, c'est noble, non? Est-ce vraiment de liberté qu'il s'agit, et non pas plutôt d'aliénation, de violence contrainte? N'oublions jamais que le «choix» de se prostituer ne concerne qu'une toute petite frange des personnes prostituées.

Il ne s'agit pas de stigmatiser les personnes prostituées, mais au contraire d'être solidaires de leurs luttes, ce qui n'est pas en contradiction avec le refus de la prostitution, qui est un système aux enjeux économiques énormes. C'est un débouché pour le système capitaliste mafieux, qui rapporte des sommes considérables, avec beaucoup moins de risques que la drogue par exemple.

### Le patriarcat

Quelles que soient les contrées, la femme n'est jamais l'égale de l'homme. Une valeur différente est attribuée à chacun des deux sexes. La femme a souvent servi de monnaie d'échange.

«Le patriarcat régit notre sexualité avec l'exploitation marchande du sexe et du corps dans un continuum de violences sociales pour le maintenir. Tout est imbriqué: viol, harcèlement sexuel, mariage, objectification dans la pornographie, usage rémunéré du corps, esclavage sexuel, prostitution, inégalité économique...»

Qui se prostitue? La majeure partie des personnes prostituées y est contrainte: nécessité économique ou violences physiques. À noter que dans 50 à 80% des cas, elles ont subi des violences sexuelles dans leur enfance. Et que les proxénètes, organisés en réseau en général, en sont les plus grands bénéficiaires.

Des camps de dressage existent qui mettent au pas les récalcitrantes (j'emploie le

féminin, car les femmes sont en première ligne). L'Asie, l'Afrique, l'Europe de l'Est sont aujourd'hui les grandes pourvoyeuses des réseaux: on ne peut donc ignorer le lien direct entre pauvreté et prostitution.

«Le développement industriel du commerce du sexe a débuté il y a quarante ans dans les pays du Sud-Est asiatique, avec la guerre du Vietnam, pour l'armée américaine. Il a atteint depuis une dizaine d'années les pays de l'Est avec la guerre en Bosnie-Herzégovine, pour l'armée de l'Otan. Les infrastructures prostitutionnelles ont servi ensuite pour le tourisme sexuel encouragé par le Pentagone qui a alloué des fonds, le FMI et la Banque mondiale favorisant ces industries de «divertissement». Et, en 1990, on considérait que 33 millions de personnes (enfants et adultes) étaient prostituées en Asie du Sud-Est.»

La prostitution venant d'Afrique est assez différente, plutôt familiale qu'en réseaux mafieux, «sans culpabilité ni remords, pour le bien des enfants»: ce qui donne à réfléchir sur l'état actuel de la misère africaine.

### «Oui, nous voulons être libres! Mais libres de quoi?»

Les arguments défendant le système prostitutionnel sont repris par des femmes (et des hommes): libre choix, travail comme un autre, etc. Cette fiction conforte les profiteurs du système.

«Se prostituer est-il un travail comme les autres? Le client est-il un amant comme les autres? La relation sexuelle peut-elle vraiment être comparée à une transaction commerciale comme une autre? Peut-on imaginer faire une formation, obtenir un diplôme Bac+2 dans la prostitution? [...] Pensons-nous proposer ce choix professionnel à nos enfants?»

Séduction, pornographie, prostitution: triangle d'enfer de la libération des femmes!

Les auteures passent en revue différentes politiques législatives européennes.

Au final, on voit clairement que la reconnaissance de la prostitution entraîne son accroissement; à l'inverse, son interdiction (avec une longue politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et une répression des clients considérés comme des délinquants passibles de peine de prison) amène une très forte diminution des prostitu(e)s (-80%) et des prostitué(e)s (-50%).

Le commerce d'êtres humains n'est pas un échange marchand comme un autre; il banalise l'idée du corps féminin à disposition des désirs masculins et entraîne un niveau de violence élevé pour les personnes prostituées, mais pas seulement: ce sont toutes les femmes qui, au final, sont concernées.

Que dit Geneviève Fraisse?

«Je refuse le débat qui occupe certaines féministes de savoir si c'est un bon ou un mauvais consentement de se prostituer, de porter le foulard, etc. Mais le consentement est-il un argument politique? Est-ce que je peux faire le monde de demain avec l'argument du consentement individuel? En ce sens, je pose la question du politique, et pas seulement celle de l'addition des libres choix. [...] Le consentement des dominés est-il un argument politique?»

Les auteures le confirment:

«Loin de nous l'idée de ne pas "disposer librement de notre corps", mais la vraie liberté ne peut se vivre que dans l'égalité, et la vraie égalité, c'est la gratuité!»

«Le système prostitutionnel est fondé sur des principes d'inégalités sociales et de domination patriarcale. Il trouve ses racines dans une inégalité à plusieurs facettes, notamment celle de classe, mais aussi celle liée aux origines et celle de sexe.»

SOLANGE

*Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel*, Commission femmes de la Fédération anarchiste, 2009, 132 p.; Et aussi, *Réfractations*, n° 24, mai 2010.

## De la prostitution comme une barbarie

*Le texte de Yolaine Guignat ci-dessous est une introduction (extrait)  
à la rencontre du 11 avril prochain à Limoges*

DANS LE DÉBAT QUI S'INSTAURE souvent, d'aucuns avancent que l'aliénation inhérente au système prostitutionnel est comparable à celle du monde du travail. C'est un raccourci que dément la réalité. En effet, certaines situations douloureuses et aliénantes n'engagent directement que le corps ; c'est le cas de l'ouvrière travaillant à la chaîne ou dans les mines d'or d'Amérique Latine, ou de cet autre sans-papiers et sans droit. C'est le cas du prisonnier, politique ou pas, de la victime hurlant sous la torture. Même si chacune de ces situations a forcément des répercussions mentales, nous savons aussi que certains ont réussi à les dépasser justement par la force des valeurs auxquelles ils ou elles croyaient : en pensant aux copains et copines qu'il ne fallait pas trahir, en se récitant des poèmes, en pensant à une toile de Mirò, etc. Ces exemples attestent d'un contrôle possible par l'être humain sur son ressenti : émotion, douleur, plaisir. Il me semble que, sans ce contrôle, il n'y a pas de liberté possible.

Avec la prostitution, la liberté n'existe nulle part et jamais car l'acte sexuel commercialisé engage l'intégralité de la personne humaine. La sexualité, quelle que soit la forme qu'elle prend, engage chacun et chacune dans son intimité profonde, physique et psychique puisque le premier organe sexuel, c'est précisément le cerveau avec sa charge mentale et fantasmatique.

Par ailleurs, le système prostitutionnel rabaisse le plaisir sexuel à un produit de consommation banal du système capitaliste marchand mondialisé.

C'est pourquoi la prostitution constitue une aliénation suprême, totale et absolue, neurones, fantasmes, bouche, verge, clitoris, vagin, anus compris. Et même si certains prétendent avoir choisi, cela n'y change rien : choisir de s'enfermer ne supprime pas l'enfermement.

La personne prostituée vend du plaisir, pas de l'amour, comme elle vendrait une tablette de chocolat ou un film porno, mais pourtant, ce faisant, ne vend pas que cela : elle se vend elle-même, et s'aliène beaucoup plus intégralement que l'ouvrier qui vend sa force de travail et sa compétence et

qui a obtenu le droit de grève. Où et quand les personnes prostituées peuvent-elles dire non ? Sous les coups ? Sous le canon d'un revolver ? Après une injection d'héroïne administrée de force ?

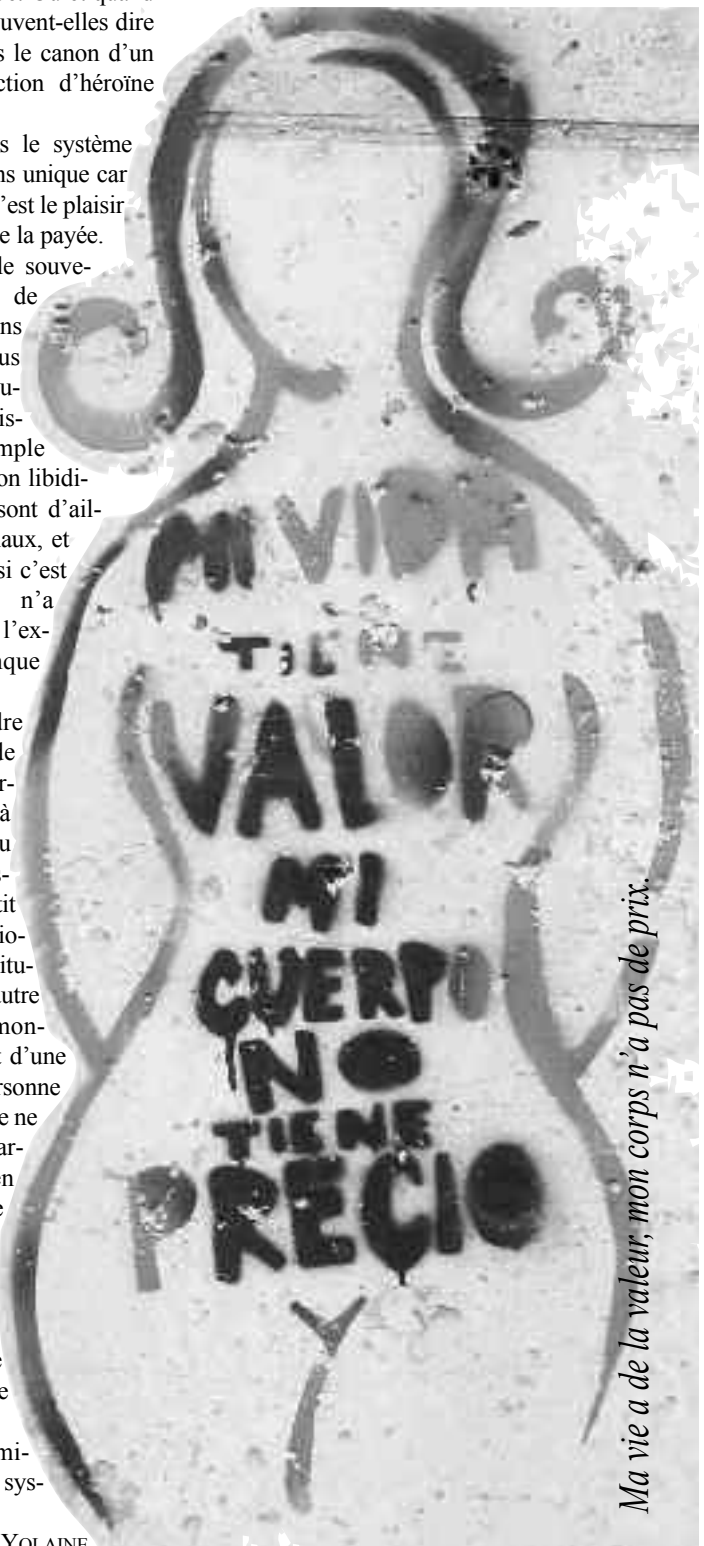
S'il y a jouissance, dans le système prostitutionnel, elle est à sens unique car ce qui est à l'ordre du jour, c'est le plaisir du payeur, pas celui du ou de la payée.

Ensuite, malgré l'agréable souvenir du mot d'ordre de Mai 1968 : « Jouissez sans entrave », rappelons-nous quand même la topique freudienne qui définit la jouissance comme le simple assouvissement d'une pulsion libidinale archaïque, à laquelle sont d'ailleurs soumis aussi les animaux, et cet assouvissement, même si c'est un besoin fondamental, n'a jamais été et ne sera jamais l'expression d'une quelconque liberté.

Les adeptes de l'ordre moral et des religions de toutes obédiences sont bizarrement plus prompts à condamner l'avortement ou les contraceptions que le système prostitutionnel qui bâtit son emprise sur le sexe, la violence et l'argent. La prostitution constitue pourtant une autre barbarie, basée sur le monnayage de l'assouvissement d'une pulsion, au cours duquel personne prostituée et personne cliente ne sont que des produits marchands. Elle s'épanouit en même temps que la misère économique et affective, elle perdure dans l'idée mythique d'un choix qui n'en est pas un, elle s'éternise avec la complicité de l'État dans l'indifférence générale.

Nous, anarchistes, féministes, nous combattons le système prostitutionnel.

YOLAINE



*Ma vie a de la valeur, mon corps n'a pas de prix.*

### Des ZAD (zones alternatives de distribution) partout ?

*Caddie, fabricant français, a été placé en redressement judiciaire en 2011. Est-ce le signe de la prise de conscience des victimes de l'addiction aux allées d'hyper ? Les paniers rustiques d'Amap vont-ils remplacer ces ferrailles à roulettes remplies à ras bord ? L'essaimage d'alternatives paysannes et alimentaires inquiète-t-il le capitalisme ? Réponse à la prochaine révolution...*

#### Quand Hyper et Super accaparent le marché...

L'Hexagone a le privilège d'abriter la plus forte densité d'hypermarchés au monde et d'en faire «bénéficiaire» des consommateurs porteurs des têtes (de gondoles) originaires de Pékin, Varsovie, Bogota, Jakarta, Rio de Janeiro, etc. On peut en remercier nos cinq enseignes de la «grande distribution» dont le chiffre d'affaires global est l'équivalent du PIB de la Colombie : Carrefour (n° 2 mondial, 10 000 magasins, 470 000 employés), Auchan, Casino, Leclerc, Les Mousquetaires. Leurs méthodes pour s'approprier une part importante du marché ont été dénoncées par Christian Jacquiau, dans le livre *Les Coulisses de la grande distribution*. Pour rétablir une image un peu ternie, le récent attrait pour le bio leur sert à gagner en «respectabilité», tout en réalisant des hyperprofits...

#### De la bio sans proximité à la proximité sans bio

Carrefour le premier, après le succès de sa «boule bio», a lancé une gamme de produits bio, visant alors une clientèle sensibilisée à l'environnement, tendance «bourgeois bohème». Les appellations éco-éthico-durable-équitable-responsables commençaient à être à la mode.

Par la suite, sous les encouragements du ministère de l'Agriculture, *Il faut lutter contre l'idée que faire du bio, c'est faire petit, la cible change et la grande distribution vise la ménagère de moins de 50 ans qui veut du sain, du diététique, non le «bobo-vert» amateur de lait de soja*. Elle va mettre ses griffes sur 40% de la vente de bio en 2005, 45% en 2009, avec une croissance dans ce domaine de 19% en 2009 et 10,8% en 2010. Leclerc regrette son retard : *On a été timide sur le bio, on s'en est servi*

*d'avantage comme un moyen de communication citoyenne que pour faire du business.*

Chaque enseigne lance sa MDD (marque de distributeur) : «Agir Bio» (Carrefour), «Vivre Bio» (Auchan), «Bio Village» (Leclerc)... dont elle contrôle totalement la filière. Les fournisseurs, en général des PME, doivent baisser leurs prix pour accéder à ce marché en expansion. Ils pressent donc leurs employés et les producteurs de matières premières, en général importées. Sont «privilegiés» les pays à main-d'œuvre peu onéreuse, prix de la terre peu élevé, possédant de grands domaines à monoculture intensive. Les «prix bas» annoncés permettent des marges importantes, par exemple 7 euros sur les fraises bio, au lieu de 3 euros sur les fraises non bio.

Devant la vague actuelle de circuits courts, les enseignes ont créé de nouvelles marques : «C'est du coin», «De chez nous», «Direct producteur», «Producteurs locaux», ce qui permet d'admirer dans un magasin une photo géante d'un agriculteur agrémentée d'un *Merci Gérard*. Une plaquette vante les *consommateurs fêrus d'action sociale et de préférence locale*, mais s'abstient de toute allusion à l'absence de pesticides ou au respect de l'environnement. On ne peut tout avoir...

#### Zones d'alimentation directe

De nombreuses initiatives, un peu partout en France, court-circuitent le système marchand (Amap, groupements d'achat, groupements de producteurs fermiers), permettant d'accéder à des produits locaux, souvent bio, à un prix abordable. Ce mouvement tire sa force de sa diversité, de sa spontanéité, de l'absence de normes ou de modes d'emploi qui encadrent et contrôlent. Leurs noms en témoignent : Choux-fleurs et pissenlits (Gard), Les mangeurs du Causse (Lot), Sortir du

supermarché (Aveyron), Toutlemon-dilaitbio (région parisienne), etc.

Les participants collectent et distribuent bénévolement les produits. Ils fonctionnent souvent avec une organisation horizontale, parfois au consensus, chacun s'investissant en fonction de ses désirs et de ses possibilités. Les objectifs sont affirmés :

– *Nous voulons mieux nous nourrir en consommant bio, pour respecter l'environnement et combattre les multinationales qui nous empoisonnent, et aussi :*

– *Nous avons la volonté de créer des alternatives à la société marchande. Nous voulons rester libres et défendre l'auto-organisation. Nous avons décidé de limiter la taille du groupement. S'il continue à grandir, un autre va être créé.*

Cela permet à des paysans de rester à la terre, à d'autres (parfois issus de l'association) de s'installer, et aussi leur accompagnement vers une diversification des cultures et, éventuellement, une reconversion en bio :

– *Nous ne voulons plus, par le biais de la grande distribution, participer à l'anéantissement des producteurs, et :*

– *Le droit à l'alimentation et la défense d'une agriculture paysanne fournissent un couple porteur d'expériences sociales nouvelles, qui constitue un engagement politique.*

Parallèlement des boutiques de producteurs fermiers se multiplient dans toutes les régions.

Pour les produits bio la répartition des ventes est la suivante : grandes surfaces 45 %, magasins spécialisés en réseau 26 %, magasins spécialisés hors réseau 12 %, vente directe 12 %, surgelés 5 %.

Mais les principes d'origine résisteront-ils au développement actuel ? Comment échapper à toute récupération et institutionnalisation ?

### Graines de guarana(r)

Certains produits n'existent pas localement et nécessitent une filière avec plusieurs acteurs. Comment éviter les serres du capitalisme? Prenons l'exemple du guarana.

Il s'agit d'un arbuste originaire de l'Amazonie brésilienne qui occupe une place importante dans la vie sociale et culturelle de communautés des États d'Amazonas, Mato Grosso et Bahia. Il y a quelques années des multinationales de sodas et de produits pharmaceutiques se sont intéressées à ses vertus énergisantes, et en achètent à grande échelle, sous forme de graines et de poudre. Les producteurs ont dû défendre leurs droits et résister au mode de «développement» impulsé par Lula, poussant à l'achat de semences, engrais et pesticides.

RDV produits, petite SARL créée à Tours en 2004 a mis en place une filière bio afin de soutenir la culture du guarana traditionnel, avec trois partenaires :

- Les producteurs: 40 familles d'Uru-cara, propriétaires de leurs terres.
- La coopérative «Agrofruit»: permet la mutualisation des moyens, la mise en poudre et la vente. Elle aide les producteurs pour l'évolution des pratiques agricoles et la diversification des revenus (culture du manioc, vente sur les marchés locaux) afin d'éviter la dépendance.

• L'exportateur «Nat'organico»: micro-entreprise de Fortaleza qui propose à des associations de consommateurs, des coopératives, de se charger du contrôle qualité, de l'emballage et de la vente.

Les nombreux échanges lors de la mise en place, puis du fonctionnement de la filière, ont assuré la non-remise en cause de l'autonomie alimentaire des producteurs, de bonnes conditions de travail et une organisation où les décisions sont prises par les travailleurs eux-mêmes, l'absence de produits chimiques, l'utilisation de semences natives, la préservation

de la forêt primaire et des espaces de vie communautaire, enfin un prix valorisant la culture traditionnelle.

### Charité ou solidarité?

«Andines», Scop de Saint-Denis créée en 1987, a des liens directs avec des producteurs latino-américains, africains, palestiniens... Pionnière du «commerce équitable», elle a constaté la récupération du terme par le néolibéralisme, dénoncée dans le livre *Les Coulisses du commerce équitable* de Christian Jacquiau (qui a gagné le procès que l'association Max Havelaar lui avait intenté). Aussi, quand a été mise en place, avec d'autres acteurs, l'association Minga (du nom de la tradition sud-américaine de travail collectif) l'objectif est devenu: *Vers une économie équitable*. S'inspirant de pratiques déjà utilisées dans des associations communautaires ou coopérativistes, ils favorisent des filières alternatives au commerce libéral, permettant le maximum de démocratie, de respect mutuel et de justice économique. Loin d'une démarche caritative ou paternaliste, il s'agit de solidarité basée sur des échanges et une coopération égalitaire, permettant la répartition des richesses et de la valeur ajoutée, le bien-être et l'autonomie socio-économique des populations. Ne sont pas exportés des produits qui font défaut localement, ni importés des produits déjà élaborés ou cultivés sur place. C'est aussi un moyen d'éducation populaire par l'accès à la transparence sur l'ensemble d'une filière.

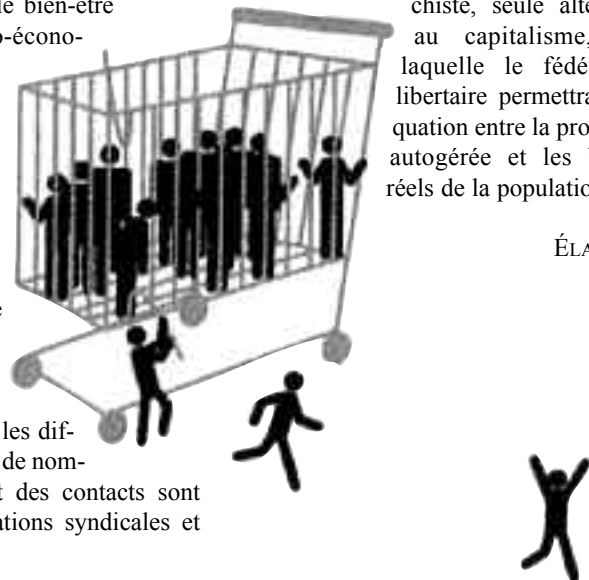
À la mise en place, les différents partenaires ont de nombreuses rencontres, et des contacts sont pris avec les organisations syndicales et

populaires des pays concernés. Ensuite des relations constantes permettent un suivi régulier: mode d'organisation, information, conditions de travail, droits sociaux, formation, etc. Les prix sont calculés sur la base du prix des matières premières, des charges et du travail fourni à chaque étape: sa rémunération est déterminée selon les revenus jugés nécessaires pour vivre correctement par les producteurs eux-mêmes et par les organisations populaires et syndicales. Les priorités sont: solidarité avec les paysans vivant dans les situations économiques et sociales les plus précaires; création d'emplois dans des activités répondant aux besoins prioritaires des populations; prépaiement au maximum des possibilités trésorières; gestion collective d'un fonds commun de solidarité.

### Zones d'Anarchie Diffuse

Ces alternatives, mêmes nombreuses, ne vont pas faire chuter le capitalisme. Mais elles permettent d'intervenir dans le domaine essentiel de la répartition et de la consommation. Leur caractère le plus souvent horizontal et égalitaire préfigure le fonctionnement d'une société anarchiste, seule alternative au capitalisme, dans laquelle le fédéralisme libertaire permettra l'adéquation entre la production autogérée et les besoins réels de la population.

ÉLAN NOIR



### Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

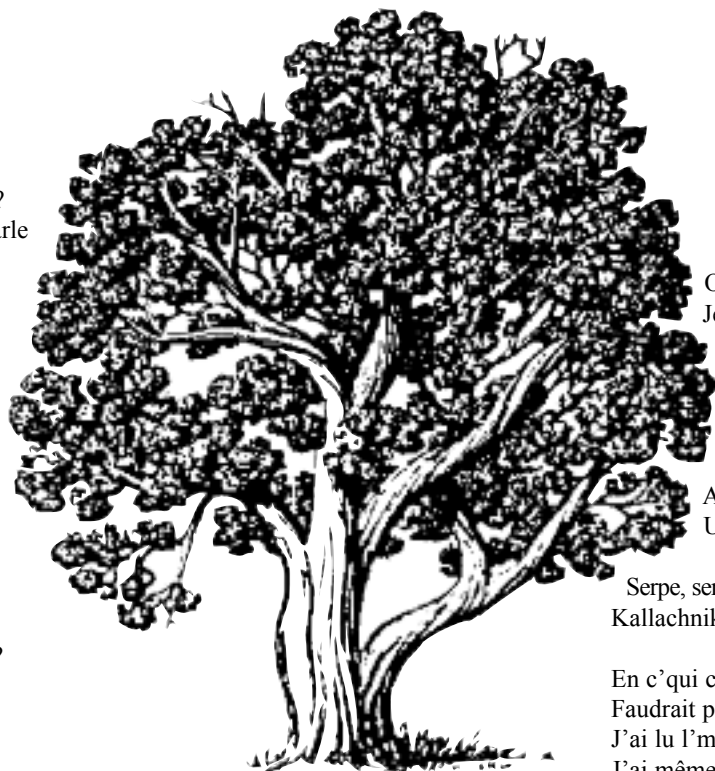
20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.



## 3850

- Parlez-vous français ?
- Mon gosier de métal parle toutes les langues.
- Nom et prénom ?
- Moige Diego.
- Nationalité ?
- Apatride.
- Âge ?
- 60 ans.
- Marié ?
- Non.
- Niveau d'études ?
- Bas.
- Profession.
- Sans.
- Moyens d'existence ?
- Maigres.
- Religion ?
- Sans.
- Usage de drogues ?
- Tabac, alcool, amphétamines.
- Pratique sportive ?
- Pétanque et ping-pong.
- Orientation sexuelle ?
- Auto-sexuel.
- Sur une échelle de 1 à 10, 1 étant l'extrême gauche, où vous situez-vous ?
- Au sol.
- Diriez-vous qu'un système hiérarchisé est indispensable au fonctionnement de toute société ?
- Non.
- Rincez-vous le raisin avant de le consommer ?
- ??????????
- Rincez-vous le raisin avant de le consommer ?
- Oui.
- Pourquoi ?
- Les minuscules araignées vivant dans les grappes tisseraient dans mes poumons de fines toiles qui m'étoufferaient.
- Dernière question : voulez-vous modifier l'une ou l'autre de vos réponses ?
- Non.
- Bien. Garde !
- Monsieur ?
- Strangulation pour celui-ci.



### Zone Zone franche Zone

Zone mon gars ! Tends un temps  
 C'est la zone : temps des temps  
 Zone de confidentialité : Banque  
 Banque mon gars. Zone Interdite  
 Enfants Chiens Nomades  
 Toc du toc. Zone à fric  
 Tes lèvres c'est la zone  
 Tes livres c'est la zone  
 J'y cours, j'y vis, j'y rêve  
 Git meurt  
 Abbats : Zone financière  
 Nous meurtris Astral du désespoir  
 Bien vivant. Voleur d'étincelle  
 Tristan Corbière le cœur en laisse  
 Le cœur en vrac nous helle  
 Zone blanche, nous vivons 24 heures  
 En marge de tous les temps  
 Zone d'accords Assises  
 Du nouveau désespoir. Ton doux  
 Désespoir Prévert  
 Est assis sur un ban d'acier. Avec  
 Toutes les guirlandes de Julie  
 Et l'ombre de ses amours  
 Persiste et signe. Zone encore  
 Zone grise. Aragon ma douleur  
 En lise à Thauron bords du Thaurion  
 Cultive ta tuberculose  
 C'est au mieux dans le monde.

MAX

RENÉ BOURDET

### Serpillière (chanson)

Oui c'est vrai et c'est vil  
 Je suis un rebel de salon  
 Rien que pour aller à la ville  
 Moi j'y vais à reculons  
 Et quand j'manifeste  
 c'est du style  
 Entre Boussac et Gouzou  
 Avec des slogans débiles  
 Une caisse claire et un klaxon

Serpe, serpe, serpillière (3 x)  
 Kallachnikoff demain

En c'qui concerne la politique  
 Faudrait pas me prendre pour un con  
 J'ai lu l'monde diplomatique,  
 J'ai même voté aux élections  
 Mais dans ce cirque médiatique  
 On en veut à ma raison  
 Du coup j'tente de mettre en pratique  
 Des principes d'auto-gestion

Certes, certes, certes hier (3 x)  
 Super Christoff demain

Je suis plutôt du genre de druide  
 Qui prépare ses potions  
 Avec des produits très utiles  
 Issus de ma plantation  
 Et je n'engraisse plus toutes ces huiles  
 Qui nous vendent leurs cachetons  
 Je me soigne qu'avec la ouïde  
 Rien que de l'auto-production

Serpe, serpe, serpillière (3 x)  
 Cocktail Molotoff demain

Car si aujourd'hui c'est la crise  
 C'est depuis la nuit des temps  
 Que toutes ces choses sont comprises.  
 Tant qu'il y a des gagnants y'aura  
 des perdants,  
 Mais rassurez-vous pour la cerise  
 Pas la peine d'avoir des dents  
 Car s'il faut que je vous le dise  
 Ça ne sera pas avec des gants

Certes, certes, certes hier (3 x)  
 Vodka Eristoff demain

CHRISTOPHE



## Ceux qui vendront la nuit aux hommes

Au groupe Octobre

« La vérité de cette vie ça n'est pas que l'on meurt,  
c'est que l'on meurt volé. »

LOUIS GUILLOUX

Ceux qui modernisent  
ceux qui travaillent à leur réélection  
ceux qui font les règlements  
ceux qui s'assoient sur les règlements  
les mêmes  
ce sont les mêmes  
ceux qui dînent avec les marchands d'armes  
ceux qui déclarent les guerres profitables  
ceux qui ont laissé mourir les enfants d'Espagne  
ceux qui République Universelle !  
ceux qui ont vidé les campagnes  
ce sont les mêmes  
ceux qui aseptisent  
ceux qui entretiennent la misère au loin  
ceux qui disaient « Hitler voilà un homme à poigne »  
ceux qui Contrôle d'ADN  
ceux qui sont pour l'ordre  
d'où qu'il vienne  
ce sont les mêmes  
ceux qui ont des projets pour la planète  
ceux qui ont des plans de carrière  
ceux qui ont des placements rentables  
ceux qui sont pour le pouvoir d'achat  
ceux qui ont inventé l'obsolescence programmée  
ceux qui sont citoyens du monde  
ceux qui ont cloué les langues vernaculaires  
les mêmes  
ce sont les mêmes  
ceux qui exploitent des centrales atomiques  
ceux qui ont dit oui à la bombe  
ceux qui News of the World  
ceux qui propagandisent  
ceux qui disent « à Fukushima la situation se stabilise »  
ce sont les mêmes  
ceux qui disent encore que la machine libère l'Homme  
ceux qui adaptent l'Homme aux machines  
ceux qui empoisonnent  
ceux qui bitument les pâtures  
ceux qui commercialisent l'aspirine  
ceux qui nient la mort des abeilles  
ceux qui envoient les forces de l'ordre  
ceux qui laboratoient la pollinisation sans abeilles  
ceux qui constituent les forces de l'ordre  
ceux qui aménagent le territoire  
les mêmes  
ce sont les mêmes

ceux qui pratiquaient le droit de cuissage  
ceux qui Paris – New-York – Paris  
ceux qui augmentent les allocations familiales  
ceux qui disaient « du pain et des jeux »  
ceux qui démocratisent  
numériquement  
ceux qui démocratisent  
culturellement  
ceux qui militent pour le haut débit  
ceux qui ont tué le travail  
ce sont les mêmes et à l'occasion  
c'est chacun chacune  
pris dans la machinerie  
dans la toile  
celle qui uniformise  
celle qui a besoin de rouages  
celle qui crée du lien social  
celle qui vend le permis de conduire  
celle qui décidera l'Internet obligatoire  
celle qui ménage ses marges arrières  
celle qui « soyez spontanés ! »  
celle qui prend des visages d'hommes et de femmes  
la même  
dedans dehors  
la même  
du cynisme affirmé aux compromis ordinaires  
la même à quoi opposer  
du refus à l'ouvrage.

DAVID L.



## 18 - coups de gueule

*Les religions, sortes de mafias, se font la guerre sauf que si un mécréant s'avise d'en toucher une, elles retrouvent une unité de façade dans le but d'éliminer le bougre, l'outrecuidant.*

*Je me réjouis déjà, miladiou !*

### Dans la très sainte Amérique. God save the Gun. Amen.

Un galopin taquin a fait passer de vie à trépas une vingtaine de futurs angelots (sorte de volaille asexuée, rose et fessue). Bien blancs blonds, les shootés. La très sainte Amérique devrait se réjouir qu'ils ne connaissent pas les affres de cette longue vallée de larmes promise dans les évangiles mais qu'au contraire estampillés baptisés, ils sont déjà au paradis. Le chenapan qui a fait le coup n'a fait qu'obéir aux préceptes inculqués par sa mère, maîtresse d'école et gourmande acharnée d'armes de gros calibre et qui emmenait le chérubin s'entraîner avec elle au stand de tir à côté. « T'as vu maman j'y arrive comme à l'entraînement. » Comme quoi encore une idée reçue qui prend une claque, qu'il faille bien obéir à maman. Armes, patrie et sacristie. Vingt gamins proprets flingués c'est un drame international. Ailleurs, en Afrique, en Syrie, en Palestine, ce serait considéré comme un mieux s'il n'y avait que vingt gosses morts dans une journée.

De là on nous refait le coup des armes en vente libre dans ce pays. Que je sache elles le sont déjà partout dans le monde et largement en vente libre, les armes, non ? Sinon Lagardère et Dassault boufferaient à la soupe populaire et leurs employés seraient chomédus. Les gendarmes, les flics, les militaires, les vigiles, les milices privées (entre autres utilisées par les gouvernements pour protéger leurs armées), les barbouzes, les mercenaires, les chasseurs, tous largement armés et au nom de quoi faudrait-il avoir confiance en eux plus qu'en nous autres simples particuliers ? Rien ! Aucune raison valable. Alors oui aux armes pour tous ou plus d'armes du tout. Bien sûr resteront les couteaux de cuisine ? Faudra voir à désarmer les cuisines.

### Dans la très sainte Europe. Amen.

L'avortement est la menace la plus grave pour les droits de l'homme, la dépénalisation de l'ivg, fusse pour raison de santé, ouvrirait la voie à des meurtres directs et intentionnels d'enfants à naître. Le droit à la vie est le plus fondamental de tous les droits. Embourbés qu'ils sont par de monstrueuses affaires de pédophilie, les évêques irlandais ont trouvé un cheval de bataille pour masquer leurs turpitudes, l'IVG.

Une femme vient de le payer de sa vie. Faut savoir qu'en Irlande règne, dans toute la vie sociale, les diktats de la très sainte église catholique.

Je croyais qu'il n'y avait pas de place pour des dictatures ni la peine de mort dans la très sainte Europe de mes deux cloches ? Pourquoi ne pas élire directement les évêques quand on vit dans un pays où les gouvernants ne font qu'appliquer des lois sectaires ? Puis d'abord pourquoi voter tout court ? Voyez que ça ne sert à rien.

Revenons à cette femme qui a eu la mauvaise idée de faire une fausse couche à dix sept semaines dans ce pays de cons. Elle souffre énormément, les médecins constatent que la poche de liquide amniotique est percée, donc aucune chance pour l'embryon sauf que voilà, tant que le cœur bat nous ne pouvons rien, déclarent ces médecins ; qui utilisent là une prétendue clause de

conscience. Même pas ils appliquent la loi. Le calvaire de la mère durera trois jours se terminant par son décès, d'une septicémie.

Du fait d'un vague murmure général que soulève l'affaire, le gouvernement pond un projet de loi du bout des fesses qui donnerait droit à IVG en cas de mise en danger de la vie de la mère et ce même si le cœur de l'embryon bat encore. Tollé général de tout ce clergé qui donc débite les phrases assassines citées plus haut. Mais je ne crois pas au diable, je crois plutôt que la bêtise et la médiocrité sont les denrées les plus répandues dans les populations sinon comment et pourquoi les Irlandais accepteraient-ils que les femmes ne soient que les mères porteuses de leurs fonds baptismaux ?

*il y a 2013 ans  
la 1<sup>ère</sup> invocation assistée*



### Ailleurs des femmes veulent faire le mur. Amen.

Leur faute ? Elles sont impures puisque femmes. Les petites filles qui s'approchent habillées court, épaules dénudées se voient prestement couvertes d'un voile. Les femmes qui tentent de s'avancer vers le saint lieu sont arbitrairement arrêtées par la police et gardées à vue, illégalement, au commissariat, humiliées, insultées puis relâchées. Le genre d'insultes tellement primaires, tant du côté flicaille que de la part de ces orthodoxes sectaires que je ne détaille pas. Reporte-toi au bon petit phalloscrate religieux illustré. Pas découragées elles recommencent et rebelote nouvelle arrestation, insulte, humiliation, garde à vue. Tout cela pourquoi ? Parce qu'elles sont femmes. Et c'est où c't'affaire ? En Israël, sur l'esplanade du mur des lamentations, seulement voilà, dans l'esprit tordu de ces gougnaftiers masculins qui secouent leurs papillotes à longueur de journée, choisissant l'abrutissement autistique avec balancements répétés d'avant en arrière, et ce pendant des plombs sous un cagnard pas possible, oui, ceux-là mêmes décrètent qu'une femme est indigne et impure de faire comme eux devant le mur en question, estiment qu'une femme est faite pour rester à la maison et dans sa cuisine. Il se trouve qu'un groupe de féministes croyantes pratiquantes entend faire valoir qu'elles sont aussi dignes que ces mecs, et le font savoir en se pointant sur l'esplanade.

C'est vrai que je m'en cogne le coquillard de cette ruine à la con où il est bon de glisser des billets d'humeur salvateurs, mais qu'une secte juive s'arroge le droit de dire qui est digne ou pas de prier me laisse pantois. Ne seriez-vous pas tous les filles et fils de votre créateur et celui-ci ne serait-il pas si parfait que ça, au point d'avoir créé une variété d'êtres humains si imparfaits et impurs et que vous seriez condamnés à fornicer dans un coït immonde pour vous renouveler ? Au point que ces créatures seraient interdites de louer votre dieu ? Que l'on me batte à fiole si j'y comprend quelque chose. Bon ça tombe plutôt bonnard parce que vous comprendre j'ai la cosse. Mais tout de même.

**En Birmanie ça épure en sainteté.  
Tiens voilà du bouddha, voilà du bouddha !  
Amen.**

Aung San Suu Kyi, juste lauréatisée de mes deux Nobels, parcourt le monde où elle se voit sanctifiée, médaillée, encensée, primée, adulée. Pourtant y en a qui ont la dragée amère, ce sont les Rohingyas qui ont prié pour sa libération. Les Rohingyas c'est un groupe humain qui est en train de se faire torturer, parquer, violer, trucider, bref génocider.

Mais pourquoi, ô grand bouddha, toi qu'es même pas une religion mais une philosophie ? Pourquoi et au nom de quoi tues-tu les Rohingyas, serait-ce juste parce qu'ils ne sont pas bouddhistes, mais alors en Birmanie, comme dans d'autres contrées joyeuses au bonheur et à la béatitude obligatoires, le bouddhisme serait dictature d'état ? La junte militaire n'étant que faire-valoir ? Ben oui ! Dans tes chiottes. Ton lardon. Ta bite et ton couteau, ta baraque de pauvre, ta vie de merde, tout doit être Bouddha. Tu es au service des tondu feignasses. C'est pour eux que tu trimes, pour eux que tu vivotes. Ceux pour qui tu te crèves, ce sont les tondu ensafrannés.

En Birmanie, faut savoir que chaque garçon est obligatoirement moine, passage obligé. Ensuite ? Ensuite c'est le tri sélectif et tondu. Il faut remplir la gamelle, alors on garde les plus roués, ceux qui iront présenter la gamelle des anciens auprès de la populace soumise pour qu'elle soit remplie de provendes offertes de bon cœur (bonne blague t'as pas le choix), les esclaves, allez hop au chagrin ! Bref quelque 110 000 Rohingyas sont actuellement parqués dans un coin, l'Arakan, camp d'extermination à ciel ouvert, où ils sont régulièrement victimes de la sauvagerie des moines et des milices bouddhistes. Le gouvernement ubuesque envoie les militaires qui restent sagement spectateurs, eux-mêmes bouddhistes.

Pourquoi la sainte Aung Saan Suu Kyi ferme-t-elle sa gueule ? Parce qu'elle voudrait bien être présidente de la République, qu'elle est bouddhiste et que comme la majorité de la population, elle méprise cette race barbare, ces empêcheurs de tourner en bonze. Pour faire simple, en Birmanie, c'est la dictature bouddhiste et rien d'autre, comme partout où cette secte féodalise les populations.

**Je ne veux ni me marier gay ni procréer,  
mais tout de même...**

Comme personne ne m'a demandé mon avis, je vais le donner. J'honnis à l'idée du mariage et par ailleurs les couloirs du métro sont bondés et les trottoirs de Bombay, ça m'est trop. Partout on se bouscule, se piétine, on se reproduit trop, alors faire des niards pas question, puis trop jaloux de ma solitude pour la partager et si égocentrique que, quand on ne parle pas de moi, j'ai l'impression de n'être pas là ! Et je me manque déjà ! Alors vous dire ? Le mariage pour tous ne me concerne pas ! Et d'ailleurs rien que « pour tous » me donne l'impression d'obligatoire, pour l'instant c'est si j'veux !

Mais que des partis politiques en mal d'unité se fassent une santé sur le dos des homos, je trouve ça douteux. Voilà des réacs qui sont pas loin de se larder de plomb, pour asseoir leur médiocre pouvoir et qui, pour l'occasion, vont nous faire le coup de l'unité collégiale avec les religieux, bien sûr pour protéger la France et sa jeunesse. La curaille dandine sa silhouette arthritique et si effroyable qu'elle ferait passer le hoquet à un corbac. Et ce discours ? « Nous ne sommes pas homophobes mais il s'agit d'un fait de société grave qui mérite le débat », puis plus loin « On peut tout de même être opposé au mariage pour tous

sans être traité de réac », aujourd'hui faut pas critiquer les riches, ni les fafs, parce que ça stigmatise et ça peut blesser. Alors, bande de crevures, on n'y crois pas à vos pets foireux verbaux.

Les calotins battent le pavé pour se refaire une santé qu'y fut effritée durant les années 1970. Celles où les homos priaient dans les urinoirs et pissaient dans les bénitiers. Ces années où le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), grand mouvement libertaire homo, ouvrait grand sa gueule, et ça vous a fait chier que ce soit sans vous demander votre avis. Ces années où, dans le journal *Le Gay-pied*, il y avait de vraies plumes pour s'exprimer avant la récupération consumériste. Oui, sentant renaître quelques ferveurs à votre rencontre, vous avez soif de vengeance.

Le pire c'est qu'en effet vous faites de nouveau recette avec, et pour commencer, ces écoles dites privées qui nous coûtent plus cher que la sécu mais où les enfants des socialistes se rendent en rang, bien sages, pour qu'on leur inculque le vrai savoir et les bonnes valeurs républicaines qui conduisent à l'ENA. Avec ces manifestations je crains que vous ne gagniez des points tant du côté religieux que politicard populiste dégueulasse.

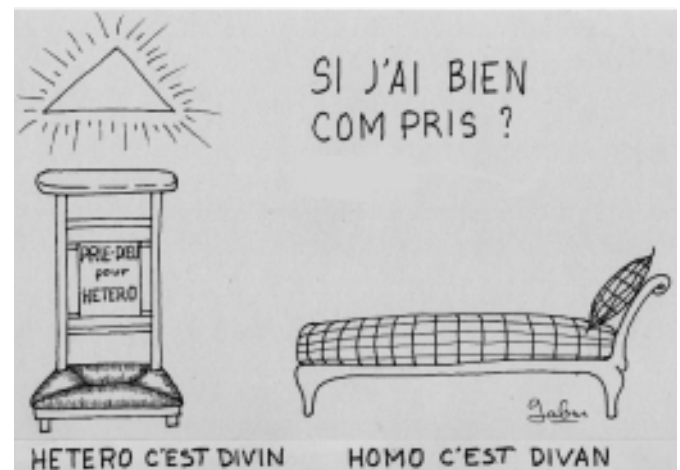
C'est faux de prétendre que des hordes de pédés et de goudous vont vous piquer vos lardons avec pour seul but de les pervertir et d'en faire des hétérophobes mécréants, même si je le regrette quand je vois vos tronches répugnantes. Vous le savez tellement bien que bientôt vous allez les marier les homos des beaux quartiers dans vos églises pour montrer votre tolérance.

Non, toute cette mascarade n'est là que pour reprendre les rênes de la morale parce qu'en fait vous vous en cognez de la fréquentation de vos simagrées du dimanche matin, ce qu'il vous faut c'est tenir le pouvoir par les burettes pour asseoir votre magnificence et bénéficier de ses richesses.

Le jubilé de Notre-Dame de Paris nous coûte 650 millions d'euros, l'archidiacre de cet étron a déclaré que tout de même l'événement valait quelques euros. La crise ? Où ça la crise ? Nazis durant les guerres et catholiques entre elles vous oscillez sans cesse du fusil au missel vous salissez la vie que vous voulez exsangue. Charognards !

Aux armes citoyens et tuez-les tous ! Dieu reconnaîtra les chiens qui ne nous ont rien fait, eux.

GABAR



## 20 - mauvaises lectures



**Les Amoureux au ban public,** film documentaire de Nicolas Ferran, 110 mn. 12 €.

Ce documentaire, accablant, éponyme du mouvement<sup>1</sup> créé en 2007 à Montpellier par le réalisateur du film Nicolas Ferran, met en image les témoignages de 13 couples franco-étrangers. Il montre comment la République met à mal ces couples qui ont commis le délit de s'aimer et surtout de ne pas être de même nationalité.

Pour une immigration maîtrisée, le mariage « blanc » ne suffit plus, un certain Éric Besson distille du mariage « gris » à savoir lorsqu' un Français est victime d'une escroquerie aux sentiments de la part d'un étranger. Pour une bonne chasse ne pas être à court...

Obtenir une carte de résident pour les conjoints étrangers, chose simplifiée en 1984, délivrée automatiquement tous les dix ans n'est plus un droit mais une loterie. Depuis près de vingt ans, le durcissement de la législation est exponentielle et

entraîne une insécurité extrême pour ceux qui n'aspirent qu'à un bonheur partagé avec leur conjoint étranger.

Souffrances et épreuves (harcèlement par l'administration, brutalité de la PAF (police aux frontières), l'éloignement pour des durées interminables, à répétition...) sont leurs lots quotidiens. Leur vie privée est systématiquement fouillée, violée, les sms, appels téléphoniques, mails, courriers sont épluchés.

À Elza, en couple avec Hicham qu'elle voit tabasser devant ses yeux dans son appartement, les policiers demandent si elle a eu d'autres hommes, s'il n'y a pas assez d'hommes en France. La compagne de celui-ci a perdu son bébé, des enfants sont déchirés de voir leurs parents séparés, ça se passe dans des petites villes tranquilles... près de chez nous !

La violence physique et verbale employée par les policiers est inacceptable. Les droits de l'homme sont bafoués allègrement sur notre bonne vieille contrée !

A travers ces trajectoires différentes mais qui convergent toutes vers le même but, « rester ensemble » un effort constant et décuplé est requis : ne pas céder à l'usure et à l'isolement.

1 Pour connaître les actions de l'association « les Amoureux au ban public » et se procurer le film totalement auto-produit, et libre de droits de diffusion en public :

[www.amoureuxauban.net/](http://www.amoureuxauban.net/)



**Un autre Israël est possible,** Dominique Vidal et Michel Warschawski, L'Atelier, 2012.

Chaque article de presse, chaque livre qui nous permet de résister au bourrage de crâne médiatique est le bienvenu, par exemple à propos de la situation en Israël et en Palestine. Nous n'ignorons rien de la colonisation des terres palestiniennes, des ripostes sanglantes et de la haine entretenue des deux côtés, mais on nous parle rarement de ceux qui, en

Israël, luttent au quotidien pour que les choses changent et qu'advienne une réelle démocratie respectueuse de ses citoyens et des Palestiniens.

Dans un livre paru aux éditions de l'Atelier, deux journalistes, Dominique Vidal et Michel Warschawski, nous proposent un regard différent sur ce sujet et nous écrivent qu'un autre Israël est possible. C'est le titre de leur livre qui va à la rencontre de vingt porteurs d'alternatives : « Juifs et Arabes, femmes et hommes, laïcs et religieux, militants de base et députés, universitaires et étudiants, anarchistes et communistes, nationalistes et pacifistes, travaillistes et anticolonialistes... »

Les auteurs sont partis du constat que les médias français n'avaient guère couvert un événement inouï : le soulèvement durant l'été 2011 de la population contre la politique néolibérale du gouvernement Netanyahu. Ce fossé entre un peuple et sa représentation politique, ils ont voulu l'analyser à travers l'interview de militants du mouvement social résistant à la propagande gouvernementale, au risque de passer souvent pour des traîtres.

Ils rapprochent cette révolte israélienne des mouvements révolutionnaires dans le monde arabe, montrant que jamais « face à une offre politique obsolète, le fossé entre les peuples et leurs représentants politiques n'a paru aussi profond, en ces temps de bascule du rapport de force mondial ».

Les vingt interviews abordent bien évidemment la question de la décolonisation de la Palestine comme la question centrale, mais aussi d'autres aspects moins connus de la société israélienne.

Ainsi Hanine Zoabi, députée arabe de la Knesset, fut l'une des passagères du Mavi Marmara, le paquebot turc attaqué en 2010 par les commandos de la marine israélienne pour avoir tenté de briser le siège de Gaza. Elle défend l'idée d'une coexistence judéo-arabe dans un État démocratique et regrette le renforcement du caractère juif d'Israël : « Plus on tente de nous imposer un renoncement à notre identité arabe et plus on la renforce. »

Ainsi Henriette Dahan et Yvonne Deutsch, féministes convaincues, dénoncent une société militaire et violente. De retour de Cisjordanie où l'impunité les pousse à maltraiter les Palestiniennes, les soldats « importent » cette sauvagerie. « Pour preuve, le chiffre record de femmes et d'enfants battus ou la prostitution décuplée par l'emprise de la mafia russe. » Pour l'universitaire Henriette Dahan, cette question passe « avant celle de l'égalité, notamment face à l'emploi, au-delà de tel ou tel fait divers, c'est l'omniprésence de l'armée, la structure coloniale dérivant du conflit lui-même qui secrète cette dégénérescence ».

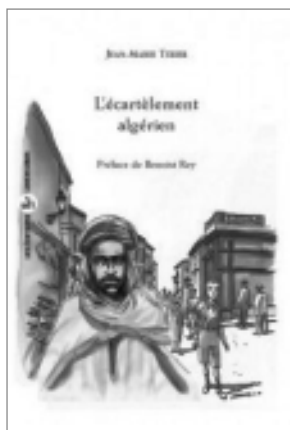
Les deux auteures terminent volontairement sur une note optimiste : l'interview de David, lycéen de 15 ans, qui présente ses convictions :

« D'abord la création d'un État palestinien, le démantèlement du mur, pas d'armée, la possibilité pour les réfugiés qui le souhaitent de revenir, un État qui jette un pont entre Israël et l'ensemble de ses voisins arabes pour permettre des échanges économiques et culturels... Israël s'en trouvant métamorphosé et devenant un État où tous les citoyens seraient enfin égaux, du travail pour tous, de meilleurs salaires, une politique écologique. » Pour financer tout cela, « les milliards qu'on n'engloutira plus dans l'armée et la course aux armements ».

Optimiste David, concluent les auteurs ?

À vrai dire, le spectacle des foules qui descendent dans la rue, dans les pays arabes comme en Israël semble lui donner raison.

SAGNA



**L'Écartèlement algérien, Jean-Marie Tixier, Les Éditions libertaires, 2012, 245 p., 15 €.**

Jean-Marie Tixier, c'est un fils de Pieds-noirs algériens instruisous, lui-même enseignant. Entre les deux rives, c'est le grand écart : *L'Écartèlement algérien*. Mais c'est aussi la fracture entre les communautés « arabes » et kabyles. C'est vrai que les Kabyles étaient là depuis toujours et que les Arabes ont envahi le territoire ; ce qui laisse des traces apparemment indélébiles.

À l'aide de petites anecdotes, deux ou trois pages souvent, l'auteur nous raconte son pays, l'Algérie. C'est un chant d'amitié au peuple algérien, confiant, ouvert, fraternel. C'est un trait qui se retrouve toujours dans les récits de voyageurs en pays maghrébins. Les lois de l'hospitalité, c'est difficile à comprendre vu de la France...

Pourtant, aujourd'hui, un rapprochement intercommunautés se dessine, tant entre Kabyles et « Arabes » qu'entre Algériens et Français pieds-noirs. Pour les uns, la musique est un gué qui permet le passage, pour d'autres l'enseignement – Jean-Marie

Tixier est parti enseigner en Algérie, non comme coopérant mais comme enseignant payé par l'Éducation nationale algérienne (beaucoup moins payé, donc).

L'auteur nous raconte l'histoire douloureuse des acteurs du conflit franco-algérien, la mémoire antagoniste des deux parties.

Et c'est Benoist Rey, auteur du célèbre *Les Égorgeurs* – livre interdit à sa sortie, car dénonçant la torture – qui préface le bouquin ! Je lui laisse la parole...

« Sous le couvert d'un récit qui peut paraître décousu, Mato-Topé [alias Jean-Marie Tixier] nous fait découvrir ce pays qui peine à sortir des ruines d'une guerre honteuse relayée, trente ans après, par une "sale" guerre intestine.

« S'il n'est pas tendre avec le passé colonial, il ne l'est pas moins avec la nomenklatura en place. Dans ce pays soumis à la dictature du FLN, où les généraux se partagent allègrement les richesses, et la jeunesse, de plus en plus nombreuse, est laissée au bord de la route : gare au réveil !

« Les problèmes de culture, de cinéma, de littérature, de musique, d'éducation et de société sont étudiés minutieusement, parfois avec humour, sans drame ni concession.

« En tentant de soulever cette chape de plomb de cinquante ans, Mato-Topé aimerait retrouver cette Algérie qui "pourrait" enfin exister !

Nous l'accompagnons dans cet espoir insensé. »



**Arthur Lehning, graine d'anarchar, Éditions du Monde libertaire, 2013, 5 €**

**Cent ans d'anarchisme avec Arthur Lehning**

Arthur Lehning naît en 1899 à Utrecht en Hollande et décède dans l'Indre en 2000. Il étudie les sciences économiques à Rotterdam puis à Berlin. Très tôt, il se familiarise avec l'antimilitarisme, l'anarchisme et le syndicalisme. Dans les années 1920, il rencontre Rudolf Rocker, Alexandre Berkman et Emma Goldman.

En 1922, il devient correspondant à Berlin du Bureau international antimilitariste anarchiste. Il met également ses talents d'organisateur au service de l'anarcho-syndicalisme en adhérant à l'AIT. Ses activités en tant que secrétaire le conduisent en Espagne où le mouvement anarchiste est très développé avant le putsch franquiste.

L'arrivée du fascisme détruit le mouvement ouvrier allemand et oblige les militant-e-s encore en vie à l'exil. Arthur Lehning se réfugie en Hollande où il dirige par la suite l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam où sont conservées de nombreuses archives du mouvement libertaire. En outre, passionné d'art moderne et de littérature, il crée la revue d'avant-garde *I 10* (de 1927 à 1929) où collaborent notamment Mondrian, Kandinsky, Hans Arp, Ernst Bloch, Walter Benjamin, Le Corbusier, Upton Sinclair, etc. Il critique la censure des films

en Hollande, milite pour l'abrogation de la loi anti-avortement, plaide en faveur d'une morale sociale et sexuelle libre de toute contrainte.

En 1935, Arthur Lehning est co-fondateur de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam en recueillant tout d'abord la monumentale bibliothèque de Max Nettlau. Durant la Seconde Guerre mondiale, il transfère une partie des archives à Oxford en Angleterre afin qu'elles ne tombent pas dans les mains des nazis. Les archives restées à Amsterdam seront pillées et retrouvées éparpillées quelques années plus tard après la guerre un peu partout en Allemagne.

En 1952, Arthur Lehning se rend en Indonésie où il fonde à Jakarta une bibliothèque d'économie, de politique et d'histoire sociale.

Arthur Lehning est surtout connu pour la réédition des œuvres complètes de Michel Bakounine en 1961, sous le terme « Archives Bakounine », réimprimées aux éditions Champ libre en 8 volumes sous le titre *Œuvres complètes de Bakounine*. Cette nouvelle brochure contient une biographie d'Arthur Lehning publiée au moment de sa mort dans le *Monde libertaire* et rédigée par Martine de la liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste et une interview inédite retranscrite par Alayn Dropsy de la liaison Arthur Lehning de la FA de la Creuse.

Cette interview, réalisée en 1997 – soit trois ans avant la disparition d'Arthur Lehning –, par une journaliste radio-phonique creusoise, n'a jamais été diffusée sur les ondes. Arthur Lehning y narre, au fil des questions, ses cent ans d'anarchisme.

ALAYN DROPSY

liaison Arthur Lehning, FA Creuse

**Il nous serait bien difficile de faire l'im-passe sur la lutte de Notre-Dame-Des-Landes. Celle-ci alimente toujours et très régulièrement la presse alternative, ce qui est loin d'être le cas de l'autre presse.**

**CQFD** (janvier 2013 – n° 107) nous propose un texte « Les racines du terreau-risme » qui revient à la racine de ce mouvement d'opposition... c'était il y a quarante ans ! À ces paysans, résistants de la première heure, se sont joints aujourd'hui les nouveaux Zadistes aux méthodes différentes mais complémentaires. Le mouvement s'est renforcé face à la répression, lutte, résiste... et c'est sans doute pas fini !

Dans un 4-pages *Déséquilibre écologique et inégalités sociales*, **Courant alternatif** (janvier 2013 – n° 226) resitue politiquement le sens de cette lutte, bien loin d'être isolée : « Le combat contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est emblématique de la tendance actuelle au développement des luttes contre les grands travaux en Europe et dans le monde. En Allemagne (contre la gare de Stuttgart), en Italie (contre le TGV Turin-Lyon), en Euskadi (contre la LGV), [nous pourrions citer aussi la lutte exemplaire des communautés indiennes contre l'implantation d'un gigantesque parc éolien sur leur territoire dans l'isthme de Tehuantepec dans l'État de Oaxaca, Mexique], des milliers de personnes manifestent ou ont manifesté leur opposition à ces grands travaux. [...] Ces projets ne sont que le produit d'un système parfaitement identifiable : le capitalisme. Ne pas prendre en compte cette dimension intrinsèque, c'est risquer de formuler une critique incapable de dépasser la simple indignation, au risque de retomber dans une impasse citoyenne... »



**Alternative libertaire** (janvier 2013 – n° 224) n'est pas en reste sur le sujet avec une bien belle couverture, des plus inspirée. Le journal nous apprend que l'Acipa (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par l'aéroport) prépare une grande mobilisation pour l'été prochain, en tablant déjà sur 300 000 personnes (!), dans la lignée de ce que furent celles du Larzac... voilà quarante ans!



La revue nous livre une autre nouvelle : la scission en germe au syndicat CNT est maintenant consommée. Il y a, à présent, deux CNT en France auxquelles il faut rajouter quelques petits groupes plus ou moins locaux issus eux-mêmes d'anciennes scissions ! La mère Parisot et le patronat peuvent dormir tranquillement sur leurs deux oreilles ! Rien à craindre. Une fois de plus, nous pouvons constater contrairement à ce qui se dit que le ridicule est loin de tuer.

Dans une précédente revue de presse, nous avions déjà parlé du très dérangeant dernier livre de John Holloway : *Crack Capitalism. 33 thèses contre le capital*. Le même numéro d'*Alternative libertaire* en fait une petite recension, considérant que cet essai est un « vrai pavé dans la mare des idées dominantes ».

**Offensive libertaire** (décembre 2012 – n° 36) nous livre, elle aussi, une analyse plus fouillée sur cet ouvrage considéré par certains comme « inutile et dangereux », rien que cela ! Beaucoup de penseurs à la gauche de la gauche française ainsi que les dénonciateurs des « nouveaux chiens de garde » du *Monde diplomatique* ne peuvent contenir leur colère et accusent John Holloway d'entretenir des « illusions dangereuses », *a contrario* de certaines des leurs comme celle « qu'il

faut absolument conquérir le pouvoir d'État pour changer le monde ». Je pense que l'on a déjà payé assez cher ce genre d'illusion. Les maîtres à penser, gardiens de tous les sectarismes de gauche ne peuvent supporter l'analyse de John Holloway qui s'en prend aux fondements de la réflexion et de l'existence même de ces oppresseurs potentiels.

**N'autre école** (automne 2012 – n° 33), s'attaque aux « chantiers de pédagogie sociale » qui est intimement liée aux promesses d'un projet de société. L'éditorial de Frédéric Jésus (militant associatif, médecin de service public) est on ne peut plus clair : « Les militants de la pédagogie sociale font le pari, avec d'autres, de solidariser les acteurs de l'éducation – qu'ils soient parents, enfants, professionnels, bénévoles engagés – autour de l'idée qu'ils peuvent devenir dès aujourd'hui, et rester demain, des protagonistes de l'émancipation collective par le partage réel et éclairé des pouvoirs de décisions ». Un beau programme qui ne peut que séduire tout anarchiste dans l'âme.



*Voies sexuelles, voix désirantes* est le dossier du nouveau **Réfractions** (automne 2012 – n° 29). Les différents textes présentés sont regroupés en thèmes : « Sexualités en anarchie », « Psychanalyse et libération sexuelle », « Les sexualités : terrains de luttes et d'expérimentations », lesquels sont accompagnés pour finir d'une « discussion libre avec des membres de la mouvance queer montréalaise » (inévitabile sujet, depuis quelques temps, dans le mouvement libertaire).



## L'halluciné un autre cinéma est possible

Rendez-vous tous les seconds samedis de chaque mois à Sardent (23250), salle des fêtes, à 21 heures, projections à prix libre

**9 février 2013** *Catastroïka* de Aris Chatzistefanou et Katerina Kitidi (réalisateurs de *Debtocracy*).

*Catastroïka* cherche les conséquences de la liquidation totale de la Grèce. Révisant des exemples de privatisations dans des pays développés, *Catastroïka* essaie de prévoir ce qui va se passer si le même modèle s'applique à un pays sous surveillance économique.

**9 mars 2013** *Au pays du nucléaire* d'Esther Hoffenberg, projection suivie d'une discussion avec le Réseau sortir du nucléaire.

France, Normandie : la région la plus nucléarisée de la planète. Avec humour et sérieux, Esther Hoffenberg voyage dans les méandres d'un secret bien gardé : le nucléaire et le retraitement de ses déchets. Que signifie vivre avec le nucléaire ?

**13 avril 2013** *Checkpoint rock, des chansons depuis la Palestine.*

Un documentaire musical espagnol dirigé par Fermín Muguruza et Javier Corcuera. Fermín Muguruza est musicien et promène sa caméra sur les lieux où le conflit israélo-palestinien s'exprime le plus visiblement, à la frontière au pied du mur de la honte. Dans son voyage le musicien a invité plus d'une dizaine de chanteurs et de musiciens qui signent une bande originale poétique et pleine d'espoir. *Checkpoint Rock* est une leçon d'espoir collectif, de solidarité en face des attaques externes.

## Au Fabuleux destin

café spectacle à la petite semaine

Aubusson quartier du Petit St-Jean  
Jeudi, vendredi, samedi à partir de 18 h.  
Spectacles à 20 h à prix libre

**Samedi 2 février** *Vacheries singulières*, lecture de Thérèse Canet

**Jeudi 7 février** *Conterra, quatre contaires en tres pais*, projection

**Vendredi 18 février** *Bande d'humains que nous sommes*, lecture par Arnaud Gosselin et Katell Coquillon

**Samedi 9 février** Chansons contre. Petites chansons savoureuses et révoltées à déguster sans modération : ni dieu ni maître et avec humour, par Denis Robert, Badia et Salvatore Panu.

**Mercredi 13 février** 15h30 *Cirque et fils de fer*, projection et atelier pour enfants

**Jeudi 14 février** Chœur de lecteurs

**Vendredi 15 février** *Le Progrès en question n° 3, Menuiserie et ébénisterie à l'heure de la production industrielle*, conférence-débat par Bertrand Louart. Invitation à une réflexion sur l'évolution du travail et de la vie des hommes.

**Samedi 16 février** Décrochage en surprises des œuvres d'Alain Brodzki

**Mercredi 20 février** Débat et film sur Notre-Dame-des-Landes

**Jeudi 21 février** *Jean Meslier précurseur des lumières*, film d'Alain Dhouailly. Le curé Meslier, mort en 1729, laisse un texte de 1000 pages *Mémoire contre la religion*

**Vendredi 22 février** Soirée jeux

**Samedi 23 février** 19h Vernissage Yves Faure photographe



avec, à 20h Jacky Lemartean (acc. chant, sax. trombe) concert de musique Zidéco (sorte de blues cajun)

**Vendredi 1<sup>er</sup> mars** *Le ciel est bas la terre aussi*, histoires en musique par Daniel Fatous et Simon Dégremont

**Samedi 2 mars** La Compagnie d'un soir concert-bal

**Jeudi 7 mars** Sac à Malices

**Samedi 9 mars** *Un jour* de Morris Gleitzman, lecture polyphonique

**Mercredi 13 mars** à 18h *Hermann Loup noir*. Du blues pour jeunes et adultes.

**Jeudi 14 mars** *Voyage en Rimbaldie*, film de Muriel Harrar et Manuel Sanchez en présence du réalisateur

**Vendredi 15 mars** *Traits-d'union*, contes et lectures par Jean-Claude Bray

**Samedi 16 mars** Manuel Paris, soirée blues

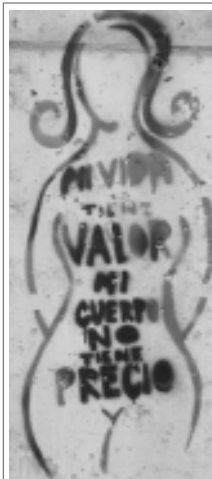
**Jeudi 21 mars** *Le progrès en question n°4*, rencontre avec Tomjo, auteur du livre *L'enfer vert*

**Vendredi 22 mars** Soirée jeux

**Samedi 23 mars** Décrochage de l'exposition d'Yves Faure avec Anna's Band, concert de violoncelles

**Jeudi 28 mars** *Immense et L'Ordre des choses*, courts-métrages en présence du réalisateur Rémy Tamalet

**Samedi 30 mars** Album ballade avec un accordéon, Jean-Jacques Le Creurer



**Limoges • jeudi 11 avril 2013 • 20 h 30 •  
salle Blanqui 3 (derrière la mairie)**

le cercle Gramsci organise...

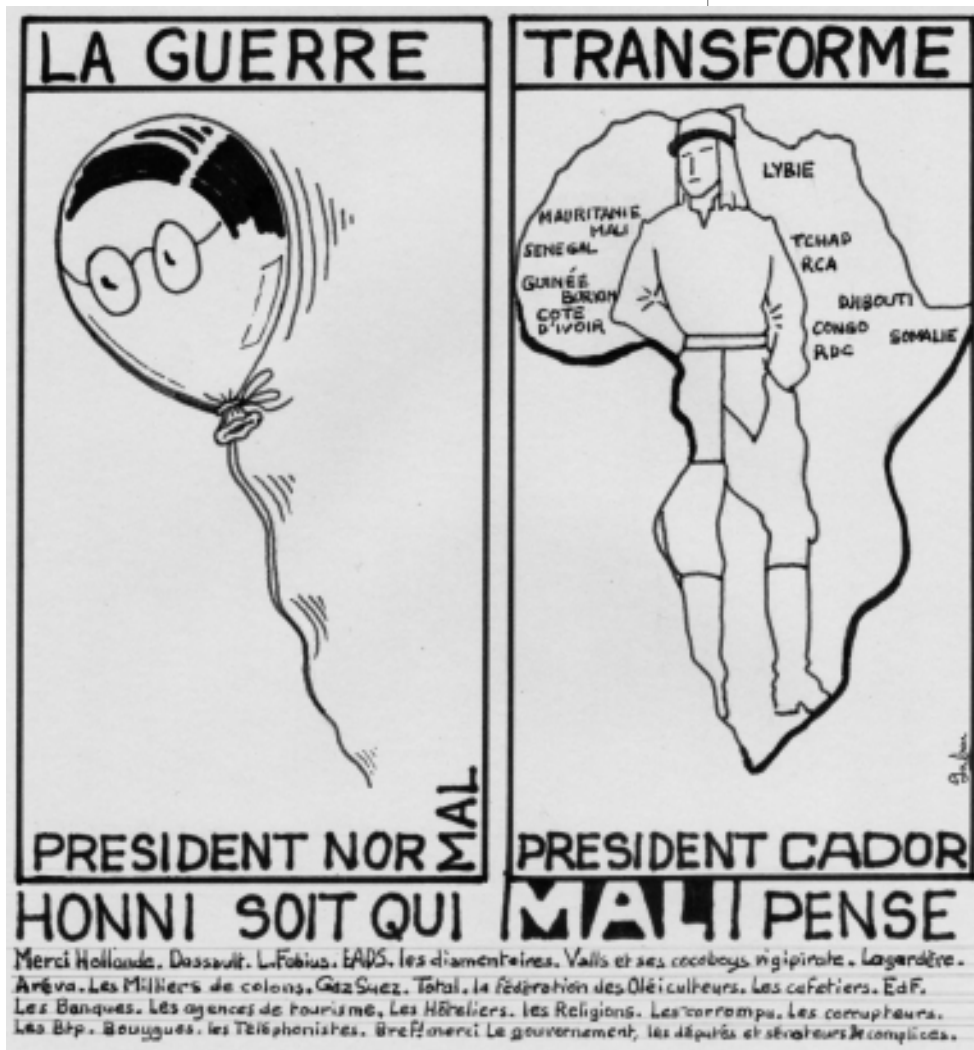
Rencontre-débat avec Élisabeth Claude et Hélène Hernandez anarcha-féministes, auteures de *Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel*

## LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL

FACETTE COMPLEXE DU PATRIARCAT

• Entrée libre •

[www.cerclegramsci.org](http://www.cerclegramsci.org)



**Où trouver Creuse-Citron ?**

- Aubusson** : Librairie *La Licorne*, 42 Grand-rue
- Au fabuleux destin café-spectacle*, rue Cerclier
- Épicerie bio Ethiquête**, 96 Grand-rue
- Bourganeuf** : *Petit coin du livre*, rue de verdun
- Boussac bourg** : *Ferme Chauveix*
- Bussière-Dunoise** : Bar-coiffeur *Pignaut*
- Chambon-sur-Voueize** : *Café de la promenade*.
- Champagnat / St-Domet** : Étang de la Naute.
- Évaux-les-bains** : Bar-tabac *Le Rallye*.
- Eymoutiers** : Librairie *Passe-Temps*.

- Le Monde allant vers* : brocante, récup.
- Bar *Le Potron minet*.
- Felletin** : Bar-tabac *Le Troubadour*.
- Guéret** : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.
- Coop des champs*, rue de Lavilatte.
- Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France.
- Librairie *Au fil des pages*, place du Marché.
- Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice-Rollinat.
- Limoges** : Local associatif *Undersounds*, 6 rue de Gorre.
- Librairie *Page et Plume*, 4 pl. de la Motte
- Montluçon** : Librairie *Le talon d'Achille*,

- 8 pl. Notre-Dame
- Moutier d'Ahun** : Bar-restaurant *Le Marais*
- Moutier-Rozeille, La Clide** : Atelier de sculpture J.-L. Gautherin.
- Royère** : Bar *L'Atelier*.
- St-Laurent** : Bar *L'Envolée*.
- St-Loup** : Restaurant *Le P'tit loup*.
- Sardent** : Bar *Chez Josiane*.
- Épicerie *Vival*.
- Téléchargeable sur <http://creuse-citron.revolublog.com>

**Creuse-Citron**

**Prix Libre**

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

**Abonnements : voir page 15**



Courrier postal : Creuse-Citron  
 BP 2 23 000 Sainte-Feyre  
 Courriel : [creusecitron@free.fr](mailto:creusecitron@free.fr)

Numéro réalisé avec le logiciel libre  
 SCRIBUS ([www.scribus.net](http://www.scribus.net))  
 Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.